

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1902

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1902⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BETHUNE.

MESSIEURS,

Parmi les diverses questions soulevées à l'occasion de la discussion du Budget des Affaires Étrangères, il en est une, celle des tarifs douaniers et des traités de commerce, qui, à raison de son actualité, a principalement retenu l'attention de la Section centrale.

L'importance de cet objet est capitale, et préoccupe à bon droit nos agriculteurs et nos industriels.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler que la quotité proportionnelle par habitant du commerce extérieur de la Belgique, qui ne s'élevait en 1833 qu'à 80 francs a décuplé depuis et montait en 1899 à 837 francs.

De grands efforts ont été faits au cours de ces dernières années, en vue de développer nos relations avec les pays d'Outre-mer et, dans cette voie, des progrès importants ont été accomplis. C'est ainsi qu'en 1900 la Chine, malgré sa situation troublée, occupait le douzième rang par ordre d'importance parmi nos débouchés, avec un total d'exportations de 53.074,000 francs pour le commerce général et de 17,250,000 francs pour le commerce spécial. Il y a vingt ans notre mouvement d'affaires directes avec ce pays était nul. Le progrès est donc marqué, et les chiffres cités révèlent que non seulement nous fournissons directement nos produits sur les marchés d'Extrême-Orient, mais que nous commençons à y assumer graduellement le rôle fructueux d'intermédiaires du commerce.

(1) Budget, n^o 4, V.

(2) La section centrale, *présidée* par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. JOJREZ, DE GHELLECKX D'ELSEGHEM, DE THEUX DE MEYLANDT, VAN DER LINDEN, BETHUNE, DE BECKER.

Dans le même ordre d'idées on peut citer en exemple le progrès de nos relations avec l'État Indépendant du Congo, qui occupait en 1900 le neuvième rang parmi nos importateurs, avec 46,028,000 francs et le dix-septième rang parmi nos exportateurs, avec 11,515,000 francs (commerce spécial).

En 1880, nos exportations directes n'atteignaient un million ni dans les différents États du Commonwealth Australien, ni au Canada, ni au Cap de Bonne-Espérance avec ses annexes, ni aux Indes anglaises et néerlandaises, ni au Japon, ni au Maroc ni aux colonies françaises et l'on peut affirmer que dans cette longue série de contrées, elles étaient presque nulles.

En 1900, au contraire, nos exportations (commerce spécial) ont été de :

47,594,000	francs	pour	les Indes anglaises.
15,782,000	—	—	le Canada.
11,497,000	—	—	le Japon.
5,767,000	—	—	l'Australie méridionale.
4,383,000	—	—	la Nouvelle Galles du Sud.
3,239,000	—	—	les Indes néerlandaises.
3,164,000	—	—	le Cap.
2,407,000	—	—	la colonie de Victoria (Australie).
2,377,000	—	—	le Maroc.
2,268,000	—	—	les colonies françaises de l'Afrique occidentale.
1,681,000	—	—	l'Indo Chine anglaise.
1,153,000	—	—	le Transvaal.
1,090,000	—	—	le Natal.
914,000	—	—	la Nouvelle Zélande.

Pendant la même période nos relations se sont prodigieusement développées avec l'Amérique latine; toutefois, pour des raisons faciles à déduire, nos exportations n'y ont suivi que dans une proportion très inférieure les progrès des importations de provenance sud-américaine en Belgique.

Toutefois, quels que soient les développements pris par notre commerce avec ces débouchés lointains, il importe de se convaincre que le problème de notre production industrielle et agricole est dominé avant tout par nos relations avec nos voisins immédiats et les États-Unis d'Amérique.

Sur un total d'importations de 2,215,753,000 francs (commerce spécial), les provenances de France, d'Allemagne, d'Angleterre, des Pays-Bas et des États-Unis entrent pour les deux tiers, soit exactement pour 1,463,148,000 francs, et nous faisons avec les mêmes pays plus des trois quarts de notre commerce d'exportation, soit 1,506,000,000 de francs sur un total de 1,922,884,000 francs. Enfin, ce sont ces cinq pays qui, en alimentant principalement notre transit, contribuent dans une large mesure à la prospérité du port d'Anvers.

Il est intéressant de constater dans quelle mesure le mouvement commer-

cial de la Belgique se répartit entre ces divers pays. C'est ce que démontrent les tableaux suivants :

Commerce spécial en 1900 :		
	Importations en Belgique.	Exportations belges.
France. fr.	375,346,000	426,092,000
Zollverein.	323,890,000	426,564,000
Angleterre	300,836,000	359,054,000
États-Unis	266,674,000	76,861,000
Pays-Bas	196,382,000	217,903,000

Commerce général en 1900 :		
	Importations en Belgique.	Exportations belges.
France fr.	704,869,000	636,124,000
Zollverein.	691,139,000	718,173,000
Angleterre	457,771,000	626,244,000
États-Unis	337,489,000	194,769,000
Pays-Bas	302,909,000	347,183,000

Si maintenant, nous envisageons le régime douanier appliqué par ces divers pays à nos produits, nous constatons que la France et les États-Unis ont des tarifs autonomes protecteurs ou même prohibitifs, tandis que l'Angleterre et les Pays-Bas, restés fidèles jusqu'à présent au système du libre-échange, ne s'inspirent dans l'établissement des droits de douanes que de nécessités fiscales. Quant à l'Allemagne, le traité de commerce du 6 décembre 1891 nous y assure le bénéfice d'un tarif dérogatoire au tarif général.

Au point de vue de notre commerce extérieur, l'élément caractéristique de la dernière décade est le développement prodigieux de nos relations économiques avec l'Allemagne.

Avec les Pays-Bas, notre chiffre d'affaires reste stationnaire. Il présente une augmentation lente avec la France et les États-Unis. Avec l'Angleterre il s'est accru d'un quart depuis dix ans ; avec l'Allemagne, enfin, il a presque doublé pendant la même période.

De 182,189,000 francs en 1890, pour les importations, notre commerce spécial avec le Zollverein est monté :

En 1898, à fr.	245,318,000
En 1899, à	285,429,000
En 1900, à	323,889,000

Nos exportations en Allemagne étaient de 247,797,000 francs en 1890 ; elles ont été :

En 1898, de fr.	451,231,000
En 1899, de	485,527,000
En 1900, de	426,563,000

Si le transit n'a pas suivi la même progression, il faut y voir sans doute le résultat des atermoiements auxquels la question des installations maritimes d'Anvers a donné lieu.

D'autre part, l'outillage de plus en plus perfectionné des ports concurrents et les mesures prises pour détourner le trafic de leur côté, expliquent également ce ralentissement relatif dans la progression de notre transit.

L'énorme accroissement de notre commerce spécial avec l'Allemagne, justifie l'intérêt avec lequel nos producteurs envisagent l'échéance du traité de commerce du 6 décembre 1891.

Sans doute, il serait inexact d'attribuer à ce traité seul l'expansion magnifique des rapports commerciaux entre le Zollverein et la Belgique au cours des deux derniers lustres. Dans une très large mesure, ce phénomène est dû au développement intense de l'industrie allemande.

De plus en plus, l'Empire allemand apparaît aux yeux de tous comme une œuvre de stabilité politique et d'intense progrès économique. Nulle part, si ce n'est aux États-Unis, l'industrie n'a pris un élan aussi formidable qu'en Allemagne, et il convient d'attribuer à ce fait une bonne partie de la progression constatée dans notre commerce avec nos voisins d'outre-Rhin. Toutefois, il est impossible de nier que ce développement de nos relations avec le Zollverein eût été impossible sans le traité de commerce du 6 décembre 1891, et ainsi se trouve justifiée la prévoyance des hommes d'Etat, tant allemands que belges, auxquels on doit ce traité, et parmi lesquels il convient de citer en première ligne, le chancelier de Caprivi et M. Beernaert.

Les mêmes considérations de principe s'appliquent au traité conclu à la même date avec l'Autriche-Hongrie, quoique l'importance de nos relations avec ce pays soit naturellement beaucoup moindre. Notre commerce spécial avec l'Autriche-Hongrie, qui était en 1890 de 2,317,000 francs à l'importation et de 6,241,000 francs à l'exportation, était monté en 1900 respectivement à 15,950,000 francs et à 11,062,000 francs.

Ces faits ont déterminé votre section centrale, à la demande d'ailleurs de plusieurs sections, à poser au Gouvernement la question suivante :

1^{re} QUESTION.

Le Gouvernement entend-il négocier le renouvellement des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ?

RÉPONSE.

Les traités de commerce du 6 décembre 1891 conclus par la Belgique avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie arrivent à échéance le 31 décembre 1903 ; ils pourront être dénoncés un an à l'avance, soit dès le 31 décembre de la présente année.

Si cette éventualité venait à se produire, elle trouverait le Gouvernement du Roi disposé à entrer en négociations en vue de la conclusion de nouveaux traités.

Le 7 février 1901, M. le Ministre des Affaires Étrangères a consulté le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce sur cette question par la lettre dont la teneur suit :

« Monsieur le Président,

» L'échéance d'un certain nombre de traités de commerce conclus par la Belgique soulève des questions au sujet desquelles le Gouvernement du Roi désirerait connaître les vues du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce.

» Il y aurait à examiner avant tout s'il convient que les nouveaux traités stipulent expressément des concessions directes réciproques en matière de droits d'entrée, ou s'il est préférable qu'ils soient basés exclusivement sur le traitement de la nation la plus favorisée. Le système des concessions douanières conventionnelles ne placerait-il pas dans une situation d'infériorité un pays ayant un tarif douanier aussi modéré que celui de la Belgique.

» Je vous serais obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien convoquer le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce aux fins de délibérer sur les questions que je viens de formuler.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» (Signé) P. DE FAVEREAU. »

Saisi de cette demande dans sa séance du 6 mars 1901, le Conseil a adopté dans celle du 12 juin dernier des conclusions entièrement favorables au renouvellement des traités de commerce. Nous ne pouvons reproduire ici ces résolutions longuement motivées, et qui au surplus ont été publiées. Notons seulement qu'en les votant plusieurs membres du Conseil, notamment MM. les sénateurs Vercruyse et Doreye, et MM. Hovine et Bauchau, ont insisté pour que le renouvellement des traités du commerce s'opère sur une base de réciprocité.

Au contraire, le Rapport présenté au nom de la commission du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, par son président, M. Strauss, s'était prononcé en faveur de l'efficacité absolue de la clause de la nation la plus favorisée. Sans vouloir entrer dans cette controverse, il est intéressant de constater que le Conseil supérieur du Commerce prévoit lui-même, dans sa résolution, une exception qui mérite de fixer l'attention du législateur :

« La seule exception admissible, ainsi s'exprime le Rapport du Conseil supérieur, serait la réserve pour la constitution d'associations douanières. Celles-ci servent à resserrer les liens économiques entre les peuples et sont donc un acheminement vers le libre-échange universel. Elles élargissent la base d'opération de l'industrie. »

Cette conclusion du Conseil énonce une vérité incontestable. Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler que le développement merveilleux de l'industrie allemande a comme cause initiale l'abolition des douanes intérieures, qui paralysèrent tout progrès industriel dans la confédération germanique pendant le premier tiers du dix-neuvième siècle, et l'on peut hardiment affirmer que l'homme qui a le plus contribué à la grandeur économique de son pays est ce jeune professeur wurtembergeois, Frédéric List, qui, dès 1818, réclamait un régime douanier commun à toute l'Allemagne, idée grandiose qui devait recevoir sa première consécration générale par le traité du

22 mars 1853. constitutif du Zollverein. Remarquons que dans la pensée de ses premiers promoteurs, le Zollverein devait servir non seulement à supprimer les douanes intérieures, mais encore à amener les nations voisines à adopter le principe de la liberté du commerce européen.

On peut dire que cette dernière idée s'est trouvée concrétisée au moins partiellement par la conclusion des traités de commerce du 6 décembre 1871, entre la Belgique d'une part et de l'autre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

En envisageant l'éventualité d'une extension de ces traités sous la forme d'une union douanière plus ou moins complète de certains peuples du continent européen, le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce préconise une solution qui est depuis longtemps discutée par les économistes français et autres. « Il est possible, écrivait, il y a peu d'années, M. Leroy-Beaulieu, que, poussées par la ligue douanière des deux Amériques, si celle-ci venait à se constituer, et aussi peut-être par la ligue douanière impériale britannique, au cas où celle-ci verrait également le jour, il vint à se former une ligue douanière au continent européen, comprenant la France, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les États des Balkans, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, le Portugal et les États scandinaves s'ils voulaient adhérer. Cette ligue, comprenant ainsi 250 millions d'habitants, aurait un marché très étendu (1). »

C'est là un projet grandiose et peut-être irréalisable. Il peut être utile. toutefois, le Conseil supérieur de l'Industrie le constate, de réserver l'éventualité d'associations douanières générales ou particulières. L'on n'ignore pas que la question d'une union douanière franco-belge fit l'objet de négociations pendant la période qui suivit immédiatement notre émancipation politique. Si, à cette époque, un semblable projet suscita des inquiétudes patriotiques à raison de ce que la situation de notre pays n'était pas encore suffisamment affermie, il n'est pas douteux qu'à l'heure actuelle bien des objections formulées antérieurement ont perdu de leur valeur. Nous avons d'ailleurs sous les yeux l'exemple de l'union douanière du Grand-duché de Luxembourg avec l'Allemagne. L'idée d'une entente douanière avec l'un ou l'autre des pays voisins a été agitée récemment dans la presse, chez nos voisins du Nord. Toutefois, cette discussion paraît avoir revêtu un caractère plutôt théorique que pratique, car nous n'en avons trouvé aucune mention dans les Rapports des Chambres de Commerce néerlandaises que nous avons compulsés. Peut-être n'est-il pas inutile de la rappeler à l'attention de nos nationaux au moment où les Pays-Bas paraissent amenés à augmenter leurs tarifs douaniers, à la fois par des considérations fiscales et par l'idée accessoire de protéger le travail nationale. « L'état du trésor public », disait le dernier discours du trône néerlandais, « n'étant pas assez satisfaisant pour permettre » la réalisation de toutes ces réformes, il sera nécessaire d'augmenter les » revenus de l'Etat en premier lieu par la revision du tarif des droits » d'entrée. Par cette revision on aura également en vue la protection du » travail national. »

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. IV, p. 116.

Sans vouloir aller jusqu'à supprimer toute barrière douanière, toute différence dans le régime des accises, il est permis de souhaiter la continuation et même l'extension de l'entente relative que les traités de 1891 avaient instaurée entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Belgique.

Faut-il, pour en arriver à ce but, pratiquer la politique du « *do ut des* », comme le demandent MM. les sénateurs Vercruyse-Bracq et Doreye, ou adopter le régime des concessions inconditionnelles, comme semble le demander le Rapport du Conseil de l'Industrie et du Commerce? C'est là évidemment le problème que le Gouvernement et la Législature doivent envisager dès à présent.

Le dépôt par le Gouvernement allemand, le 26 juillet 1901, d'un projet de révision de ses tarifs douaniers, mis en rapport avec la proximité de l'échéance des traités de commerce, a naturellement éveillé, en Belgique comme ailleurs, les craintes de l'industrie et de l'agriculture. Considéré dans son ensemble, le nouveau tarif allemand constitue une œuvre extrêmement remarquable, conçue dans un esprit systématique, avec des classifications logiques, empruntées aux grandes divisions des règnes de la nature, et des industries, tant agricoles qu'extractives ou manufacturières. Mais cette œuvre porte le cachet d'un protectionisme accentué, qui se traduit par des relèvements considérables de droits et par une spécialisation excessivement détaillée, embrassant plus de 946 tarifications, dont plusieurs sont même subdivisées.

Les aggravations de droits frappent principalement sur l'agriculture; parmi ses produits, il n'en est guère qui échappent à des augmentations souvent considérables.

Nous nous bornons à citer quelques exemples relatifs aux houblons et aux chevaux.

Tandis que le tarif général de l'Allemagne et le tarif conventionnel du traité de 1891, fixent les droits d'entrée respectivement à 20 et 14 marks pour 100 kilogrammes de houblons, le projet nouveau élève ces droits à 40 marks, et le Bundesrath a porté ce chiffre au taux absolument prohibitif de 60 marks. Il faut noter que notre tarif admet la libre entrée des houblons, et que l'inégalité de traitement qui existe à l'heure actuelle est déjà impatiemment supportée par nos producteurs.

Pour les chevaux, qui constituent cependant un article de première nécessité, dont l'Allemagne a un besoin pressant tant au point de vue militaire qu'au point de vue industriel, les droits d'entrée, qui sont actuellement de 10 ou 20 marks, sont portés par le tarif nouveau à 50, 75, 150 ou 500 marks, suivant la valeur des animaux importés.

Le bétail, les fruits, les légumes, les céréales, etc., sont l'objet d'une série d'augmentations de droits. La sollicitude du Gouvernement allemand s'étend également à la production indigène des écorces à tanner, qui sera dorénavant protégée.

En ce qui concerne l'industrie, la tendance à l'aggravation des droits, sans être peut-être aussi accentuée ni aussi générale qu'en matière agricole, n'en est pas moins menaçante.

Toutefois, il y a lieu de noter que le Bundesrath, qui a aggravé les droits proposés sur certains articles agricoles tels que les houblons et la lupuline,

a réduit au contraire une trentaine de chiffres du projet de tarif en ce qui concerne les produits industriels. On peut espérer ainsi que, si le gouvernement allemand a envisagé comme une nécessité de sa politique de faire des concessions aux agrariens en réservant à l'agriculture allemande en quelque sorte le monopole du marché intérieur, ce qui entraînera sans doute certaines mesures de réciprocité, il reste en principe et surtout en ce qui concerne l'industrie, partisan de cette politique des traités de commerce sur laquelle le chancelier de Caprivi entendait fonder la grandeur future de l'Empire quand il disait, dans le Mémoire présenté au Reichstag à l'occasion des traités de 1891, que « le domaine économique de l'Allemagne n'est pas suffisant pour absorber toute sa production », et que la continuation d'un protectionnisme intransigeant aboutirait pour elle « non seulement à la ruine de son industrie et de sa classe ouvrière, mais à la ruine même de l'Etat ».

Ces dispositions sont encore celles du gouvernement allemand, s'il faut en croire les déclarations faites par M. Möller, ministre du Commerce de Prusse, dans un discours récent prononcé à l'Association pour le progrès et l'industrie et reproduit par l'*Indépendance* du 24 janvier 1901 : « M. Möller, dit ce journal, a affirmé que si l'Allemagne voulait sauvegarder ses intérêts économiques, il était de toute nécessité pour elle de conclure des traités de commerce à longue échéance; mais pour obtenir des traités de commerce, il faut que l'Allemagne ait quelque chose à offrir, car on ne peut demander une faveur à un autre Etat si on ne lui en offre pas une en échange. »

Dans la séance du 16 janvier du Landtag prussien, M. de Bülow, après avoir insisté sur les dispositions protectionnistes du gouvernement prussien en ce qui concerne l'agriculture, se serait, d'après l'*Indépendance* du 18 janvier exprimé comme suit : « Soyez assurés que nous ne fixerons pas de droits en dessous du minimum indiqué par l'enquête, mais il ne serait pas possible de donner suite à certaines demandes exagérées. Je conjure donc les amis de l'industrie nationale de s'en tenir pour les réclamations dans des limites convenables. »

Nous ne pouvons pour le moment qu'attendre le résultat des importantes délibérations engagées chez nos voisins de l'Est ; toutefois cet ensemble de considérations a paru suffisant à la section centrale pour justifier une seconde question, posée au gouvernement dans les termes suivants :

2^e QUESTION.

A l'occasion du renouvellement de ces traités (traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie), le Gouvernement a-t-il envisagé l'opportunité de modifications à apporter à nos tarifs douaniers, à l'exemple de l'Allemagne ?

RÉPONSE.

Pris dans son ensemble, le tarif douanier de la Belgique peut être considéré comme un tarif autonome. Quelques dispositions introduites lors de la conclusion de certains traités de commerce pourraient peut-être être revisées au cas où les actes qui leur ont donné naissance ne seraient pas renouvelés. C'est un point qui serait à examiner le moment venu.

Quoi qu'il en soit, la législation dou-

nière belge contient des stipulations conférant au Gouvernement le pouvoir de prendre des mesures spéciales et exceptionnelles à l'égard des pays qui ne nous appliqueraient pas le traitement de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement examine en ce moment s'il ne serait pas opportun de codifier ces différentes stipulations, qui résultent de lois diverses.

La réponse du Gouvernement est importante ; elle affirme l'autonomie de notre tarif et l'éventualité d'une revision de quelques dispositions insérées dans certains traités de commerce, au cas où ces actes ne seraient pas renouvelés. Votre section centrale a cru devoir se borner pour le moment à prendre acte de cette déclaration.

La dernière observation de M. le Ministre des Affaires Etrangères présente un grand intérêt et il est opportun de rappeler quelques-unes des dispositions auxquelles le Gouvernement fait allusion : Nous en empruntons l'énumération au fascicule 8 du *Bulletin international des Douanes* pour l'exercice 1900-1901.

Par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 juin 1856 (R. 569), « le » Gouvernement est autorisé à établir des surtaxes à l'importation des marchandises dans les cas suivants :

» 1° A l'entrée par mer, si le navire qui importe les marchandises appartient à un pays

» a) qui exclut les navires belges du cabotage, soit sur ces côtes, soit sur celles de ces colonies ou possessions ;

» b) qui, soit dans ses ports, soit dans ceux de ses colonies ou possessions, ou dans le parcours de ses canaux et rivières, soumet directement ou indirectement les navires belges, les marchandises qu'ils importent ou exportent, ou le batelage belge, à des droits ou charges quelconques plus élevés que ceux dont sont passibles les navires nationaux, les marchandises similaires qu'ils importent ou exportent ou le batelage national ;

» c) qui, à l'entrée par les frontières de terre, soumet les marchandises arrivant de Belgique à des droits plus élevés que ceux dont sont passibles les marchandises similaires importées par mer ;

» d) qui, dans ses colonies ou possessions, soumet les marchandises de provenance belge à des droits plus élevés que ceux dont sont passibles les produits similaires de toute autre provenance ;

» e) qui prohibe l'importation ou l'exportation de certaines marchandises sous pavillon belge (les produits de la pêche exceptés), tandis qu'il l'autorise sous pavillon national ;

» f) qui, à la sortie, soit de la métropole, soit de ses colonies ou possessions, soumet les marchandises destinées pour la Belgique à des droits ou charges quelconques plus élevés que ceux dont sont passibles les marchandises similaires expédiées pour toute autre destination ;

» g) qui entrave le transit des marchandises venant de Belgique ou y allant, par des prohibitions, droits, charges ou formalités dont ne sont pas

» passibles les marchandises similaires venant de tout autre pays ou y allant ;
 » 2° A l'entrée par toute autre voie que par mer, si les marchandises
 » proviennent d'un pays auquel s'applique l'un des littéras du n° 1.
 » Dans les cas prévus ci-dessus, les surtaxes pourront également porter
 » sur les droits qui atteignent la coque des navires étrangers. » (Même
 article, § 2.)

Le Gouvernement peut, dans des cas particuliers, et lorsque le bien du commerce ou de l'industrie l'exige, soumettre à des droits plus forts ou prohiber à l'entrée les objets de toute nature qui proviennent des pays où les produits de l'industrie belge se trouvent prohibés ou excessivement imposés. (Même article, § 4.)

Les surtaxes mentionnées aux paragraphes qui précèdent seront déterminées de manière à contre-balancer les désavantages imposés dans les pays étrangers à la navigation, au commerce, à l'industrie ou aux sujets belges. (Même article, § 5.)

Les mesures prises par le Gouvernement doivent être soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans le cours de leur prochaine session. (Même article, § 6.)

D'autre part, en vertu de l'article 2 de la loi du 30 janvier 1892, qui complète l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 juin 1856 (R. 569), « le Gouvernement
 » est autorisé à établir à l'importation des marchandises qui jouiraient
 » d'une prime directe ou indirecte à l'exportation des pays de provenance
 » ou d'origine, un droit compensateur égal à cette prime ».

Une codification de ces diverses dispositions et d'autres similaires serait assurément une œuvre législative utile, et il y a lieu de féliciter le Gouvernement de s'en occuper.

A l'occasion des traités de commerce, le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce a signalé au Gouvernement une série de questions connexes, telles que le régime des adjudications publiques, celui des voyageurs de commerce, enfin la situation juridique des ouvriers à l'étranger, « afin que les conditions de travail des Belges à l'étranger soient autant que possible les mêmes que celles des nationaux ».

C'est une pensée analogue qui a inspiré à votre section centrale la question suivante :

3^e QUESTION.

Le Gouvernement ne pourrait-il introduire dans les traités de commerce à conclure une clause de réciprocité en matière d'adjudications publiques ?

RÉPONSE.

La question de la participation aux adjudications publiques préoccupe depuis longtemps le Gouvernement. Elle avait été envisagée à l'occasion des dernières négociations, notamment avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, sans que l'on ait pu arriver à trouver une formule donnant les garanties pratiques désirables.

Il est difficile, en effet, pour un gouvernement de ne pas se réserver en tous

cas l'appréciation des différentes soumissions qui lui sont présentées, et il ne pourrait, sans inconvénient, s'engager à l'avance à se considérer comme lié en toutes circonstances par la soumission la plus basse.

Le Gouvernement, au surplus, ne perd pas cette question de vue, et il se propose de rechercher de nouveau quelles pourraient être les dispositions à insérer dans les futurs traités à l'effet d'assurer les garanties convenables à cet égard.

Le traitement des voyageurs de commerce a fait l'objet d'un examen attentif de la section centrale chargée de l'examen du budget des Affaires Étrangères il y a deux ans.

Voici en quels termes votre rapporteur résumait la situation à cette époque :

« Cette question a fait l'objet d'une série de communications très intéressantes du *Bulletin commercial*, rédigé sous les auspices du Département des Affaires Étrangères.

» Elle a été discutée aussi par la presse et spécialement par le *Bulletin du Syndicat Général des Voyageurs, Employés et Patrons*.

» Un membre de la section centrale a fait valoir les plaintes formulées par cette revue dans les termes suivants :

« Les étrangers ont un avantage considérable sur nos nationaux : ils
» peuvent venir exercer chez nous la profession de voyageur de commerce
» dans la plus grande liberté, faire à nos compatriotes une concurrence
» sans limite.

» Au contraire, quand nos nationaux veulent en faire autant en pays
» étranger, ils se heurtent à toutes sortes de difficultés : formalités, frais,
» ennuis de tout genre.

» Tout d'abord, on leur défend, en Allemagne, en Suisse, en Autriche,
» en France et ailleurs, de vendre directement : ils ne peuvent emporter
» avec eux que des échantillons pour prendre des commandes ; ils ne peuvent
» pas débiter les marchandises qu'ils ont avec eux.

» Souvent même il leur est défendu de vendre à d'autres qu'à des indus-
» triels ou à des négociants ; il leur est strictement interdit de vendre en
» détail ou à des particuliers.

» Ils sont soumis à l'autorisation ou au visa des autorités locales ou admi-
» nistratives : le certificat, « carte de légitimation », qui était jadis exigé
» chez nous des colporteurs, est imposé aux voyageurs de commerce étran-
» gers en Allemagne, au grand-duché de Luxembourg, en Autriche-Hon-
» grie, au Danemark, en Norvège, en Suède, en Serbie, en Roumanie, en
» Russie, en Suisse, etc. C'est ce que, dans certains pays, on appelle un
» passe-port commercial : le voyageur de commerce étranger ne peut cir-
» culer avant de l'avoir obtenu.

» Presque partout un impôt spécial frappe les voyageurs de commerce étrangers. Un Allemand ne paie rien quand il vient exercer cette profession en Belgique; un Belge doit, au contraire, payer des taxes particulières s'il veut en faire autant en Allemagne. La réciprocité en cette matière ne serait que justice.

» Ces impôts sont quelquesfois très élevés et, fait à noter, ils ne frappent que les étrangers ou ceux voyageant pour le compte d'une firme étrangère : les nationaux des pays respectifs en sont exempts.

» En Angleterre, par exemple, pays qui pratique pourtant bien la liberté commerciale, la patente, pour faire dans ces conditions le commerce des spiritueux, coûte deux cent soixante francs.

» En Danemark, les voyageurs de commerce sont astreints au paiement d'une taxe de cent soixante couronnes par an, qui s'acroît d'un droit additionnel de quatre-vingt couronnes pour chaque maison représentée en sus de la première.

» En France, la taxe n'est que de vingt francs, et, aux Pays-Bas, de quinze florins par an, tandis qu'en Norvège et en Suède, elle est de cent couronnes par mois du calendrier. Au Portugal, la taxe varie de cinq à vingt-huit milreis. »

» En réponse à ces observations, des membres ont fait remarquer qu'il est inexact de dire que les voyageurs de commerce étrangers soient d'une façon générale exempts de la patente en Belgique.

» C'est ce qui résulte notamment d'une circulaire ministérielle du 31 janvier 1892 dont voici un extrait : « L'exemption du droit de patente accordée aux voyageurs de commerce allemands et autrichiens-hongrois ne peut être étendue aux voyageurs des autres pays que par une convention expresse. Des lors, ceux qui voyagent en Belgique pour compte d'une maison de commerce de ces pays restent soumis au droit de 20 francs additionnels compris, fixé par diverses conventions internationales. »

» Ce droit de patente de 20 francs était le tarif consacré par l'article 22 du traité franco-belge du 31 octobre 1881, dénoncé le 24 janvier 1891, mais dont le Gouvernement avait été autorisé, par l'article 2 de la loi du 15 mai 1882, à généraliser l'application. D'autre part, la loi du 30 janvier 1892 a autorisé le Gouvernement à appliquer le régime de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels la Belgique est momentanément sans traité.

» Aux termes de l'article 24 de la loi française du 15 juin 1880, « les commis voyageurs des maisons étrangères sont traités relativement à la patente, sur le même pied que les commis voyageurs français chez ces mêmes nations. »

» L'exemption, en ce qui concerne les voyageurs allemands et autrichiens, n'est stipulée qu'à titre de réciprocité (art. 9 du traité avec l'Allemagne et 5 du traité avec l'Autriche du 6 décembre 1891).

» En ce qui concerne la Norvège, l'article 17 du traité du 11 juin 1895 entre ce pays et le nôtre stipule ce qui suit : « Aussi longtemps que les dits négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs.

« établis en Belgique; voyageant en Norvège pour compte d'une maison belge, seront exempts du paiement d'un droit de patente ou de l'impôt sur le revenu, par réciprocité, il en sera de même pour les négociants, fabricants et autres industriels ou commis voyageurs établis en Norvège, voyageant en Belgique pour le compte d'une maison norvégienne, le droit au traitement de la nation la plus favorisée restant, d'ailleurs, réciproquement sauvegardé. »

« Il est exact qu'une loi norvégienne votée en 1899 oblige les voyageurs de commerce étrangers, n'acquittant aucun impôt dans le royaume, au paiement d'une licence de commerce de 100 couronnes par période de trente jours. La section centrale est convaincue que les conséquences de cette législation n'auront pas échappé à l'attention du Département des Affaires Étrangères.

« Quant aux voyageurs belges, ils sont patentés en Belgique d'après leurs traitements ou émoluments, qui peuvent comprendre 17 classes, et d'après la classification de la commune où ils sont domiciliés (loi du 21 mai 1819, tableau 11, art. 252, 5^e alinéa).

« La carte de légitimation est une mesure de police prévue par les traités. Il en est de même de l'interdiction aux commis voyageurs de pratiquer le colportage.

« Telle est dans ses grandes lignes la situation respective des voyageurs étrangers et regnicoles en Belgique et à l'étranger : d'une façon générale, elle est basée sur le principe de la réciprocité.

« Toutefois, certains États semblent faire preuve sous ce rapport d'un protectionnisme intransigeant. Il importe cependant de noter que la Belgique ne subit nulle part un traitement plus défavorable que celui auquel sont assujettis nos autres concurrents sur ces marchés.

« Au surplus, la question de réciprocité en semblable matière est toujours fort délicate. Le Département des Affaires Étrangères a déjà montré qu'il attache une grande importance au régime appliqué par les nations étrangères à nos voyageurs et à nos échantillons. Aussi la section centrale est-elle persuadée que la cause populaire des voyageurs de commerce reliendra toute l'attention bienveillante du Gouvernement. »

Votre section centrale croit pouvoir se borner à renouveler le vœu formulé en 1900.

Nous avons vu que le Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie recommande aussi à la sollicitude du Gouvernement la situation de nos ouvriers à l'étranger.

Cet objet a longuement retenu l'attention des sections centrales chargées d'examiner les Budgets des Affaires Étrangères des exercices 1899, 1900 et 1901, et le Gouvernement a pris dans cet ordre d'idées des initiatives hautement approuvées par l'opinion publique.

Le problème est surtout délicat en ce qui concerne nos voisins du Midi; quelques-unes des observations soulevées au cours de la discussion ont été

formulées dans une série de questions posées au Gouvernement, et que nous reproduisons ci-après :

4^{me} QUESTION

a) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour la protection des ouvriers belges en France ?

b) Ces ouvriers sont-ils astreints en France à des taxes directes ou indirectes qui ne frappent point les Français travaillant en Belgique ? L'établissement de nouvelles taxes sur les ouvriers belges est-il projeté par la France ?

RÉPONSE.

a) Les mesures prises par le Gouvernement pour la protection des ouvriers belges en France sont énumérées dans la brochure ci-jointe qui a été publiée en français et en flamand par le Département en 1900. Des exemplaires de cette brochure ont été mis à la disposition de la Chambre des Représentants.

Le Département se propose de publier cette année une nouvelle édition de cette brochure, dans laquelle figurera, conformément à la demande formulée précédemment par un Membre de la Chambre, une liste donnant les noms et les adresses des juges de paix des cantons où travaillent des ouvriers belges. Il y sera inséré également un type de contrat de louage d'ouvrage, destiné à servir de guide aux ouvriers belges qui vont travailler en France.

b) Actuellement, les ouvriers belges ne sont assujettis en France, en leur qualité d'étrangers, au paiement d'autres taxes spéciales que la taxe d'immatriculation dont il est question dans la brochure visée ci-dessus.

La Chambre des Députés est toutefois saisie de plusieurs propositions de loi tendant à imposer des taxes soit directement aux ouvriers étrangers soit aux patrons qui utilisent leurs services.

Indépendamment de ces propositions qui émanent de l'initiative privée, le projet de loi sur les caisses de retraites ouvrières qui a été discuté à la Chambre des Députés dans la dernière session contient une disposition aux termes de laquelle les patrons auraient à verser aux dites caisses une somme de 23 centimes par ouvrier étranger qu'ils emploient.

Conformément aux instructions reçues du Département, la Légation du Roi à Paris n'a manqué aucune occasion de protester vivement contre tout régime diffé-

c) La question de la Législation sur les accidents de travail survenus à des ouvriers belge en France a-t-elle fait un pas depuis l'an dernier ?

d) Le nombre de nos consuls en France a-t-il été augmenté au cours de l'année dernière ?

rentiel qui serait appliqué à nos nationaux en la matière.

c) La Chambre des Députés a adopté dans le courant de la dernière session une proposition de loi apportant des modifications à la loi du 9 avril 1898 sur la réparation des accidents du travail, notamment à celles d'entre les dispositions de l'article 5 qui visent les indemnités à allouer aux ouvriers étrangers victimes d'accidents ou à leurs représentants.

Le Sénat n'a pas encore eu à s'occuper de cette proposition de loi.

d) En 1901, il a été établi en France un Vice Consulat à Mazamet (Tarn) et des agences consulaires à Melun (Seine et Marne) et Montataire (Oise).

La création d'une Agence Consulaire à Meaux (Seine et Marne) est également en instruction.

Peut-être serait-il utile quela publication des dispositions légales relatives aux adjudications publiques, au traitement des voyageurs de commerce, à la condition juridique des ouvriers à l'étrangers et autres questions similaires soit centralisée au même titre que celle des tarifs douaniers par le Bureau de l'Union internationale créée pour la publication de ces derniers ? L'éloge de cette institution n'est plus à faire, elle a donné des preuves nombreuses de son activité ; en moins de dix ans, elle a fait paraître les tarifs des États ou des Colonies ci-après dénommés :

Afrique allemande orientale (fasc. 114, mars 1899).

Afrique allemande du Sud-Ouest (fasc. 118, février 1897), suppl. : 3.

Afrique britannique de l'Est (fasc. 151, avril 1898).

Afrique centrale britannique (fasc. 127, juin 1895), suppl. : 1.

Algérie (fasc. 83, janvier 1896), suppl. : 5.

Allemagne et Luxembourg (fasc. 23, avril 1892), suppl. : 22.

Ambriz (fasc. 12, novembre 1895), suppl. : 2.

Angleterre (fasc. 2, juin 1900), suppl. : 1.

Antigoa (fasc. 141, décembre 1896), suppl. : 2.

Argentine (République) (fasc. 53, avril 1900), suppl. : 1.

Aruba (fasc. 68, mai 1895), suppl. : 5.

Australie du Sud (fasc. 157, décembre 1895).

Australie occidentale (fasc. 123, juillet 1896), suppl. : 1.

Autriche-Hongrie (fasc. 34, avril 1895), suppl. : 17.

Bahama (îles) (fasc. 121, mai 1895), suppl. : 4.

Barbade (fasc. 159, janvier 1900), suppl. : 2.

- Belgique (fasc. 8, mars 1901).
 Bermudes (iles) (fasc. 98, juin 1894), suppl. : 2.
 Bolivie (fasc. 101, juillet 1894), suppl. : 2.
 Bonaire (fasc. 61, mai 1895), suppl. : 6.
 Brésil (fasc. 6, juin 1898), suppl. : 4.
 Bulgarie (fasc. 74, juillet 1895), suppl. : 7.
 Calédonie (Nouvelle) (fasc. 48, janvier 1895), suppl. : 6.
 Cameroun (fasc. 115, janvier 1899), suppl. : 1.
 Canada (fasc. 57, octobre 1897), suppl. : 2.
 Cap de Bonne-Espérance. — Voir Union douanière Sud-Africaine.
 Cap-Vert (fasc. 15, novembre 1895), suppl. : 2.
 Ceylan (fasc. 69, octobre 1899).
 Chiti (fasc. 150, février 1898), suppl. : 3.
 Chine (fasc. 105, octobre 1894), suppl. : 2.
 Chypre (fasc. 54, octobre 1899), suppl. : 1.
 Colombie (fasc. 90, janvier 1894), suppl. : 10.
 Comores (iles) (fasc. 140, juillet 1896).
 Congo (Etat du) (fasc. 5, mai 1891), suppl. : 10.
 Congo français (fasc. 76, juillet 1895), suppl. : 1.
 Congo portugais (fasc. 11, novembre 1895), suppl. : 1.
 Corée (fasc. 82, novembre 1899).
 Corse (fasc. 87, décembre 1895), suppl. : 1.
 Costa-Rica (fasc. 126, juillet 1899), suppl. : 1.
 Côte d'Ivoire (fasc. 79, novembre 1897).
 Côte d'Or (fasc. 104, octobre 1894), suppl. : 3.
 Cuba (fasc. 148, novembre 1900), suppl. : 1.
 Curaçao (fasc. 67, mai 1895), suppl. : 9.
 Dahomey et dépendances (fasc. 86, décembre 1894).
 Danemark (fasc. 55, août 1892), suppl. : 3.
 Dominicaine (République) (fasc. 5, août 1900).
 Dominique (fasc. 142, décembre 1896).
 Égypte (fasc. 56, décembre 1892), suppl. : 5.
 Équateur (fasc. 59, janvier 1898).
 Érythrée (fasc. 51, juillet 1900).
 Espagne (fasc. 24, janvier 1900), suppl. : 5.
 Etats-Unis d'Amérique (fasc. 21, septembre 1897), suppl. : 9.
 Falkland (iles) (fasc. 124, février 1901).
 Fernando-Po (fasc. 85, octobre 1895).
 Fidji (iles) (fasc. 151, juillet 1898).
 Finlande (fasc. 95, mai 1894).
 France (fasc. 22, avril 1896), suppl. : 20.
 Gabon (fasc. 44, janvier 1895).
 Galles-du-S (Nouvelle) (fasc. 50, mars 1896), suppl. : 1.
 Gambie (fasc. 75, octobre 1899).
 Gibraltar (fasc. 52, janvier 1895), suppl. : 1.
 Grèce (fasc. 20 décembre 1895), suppl. : 4.

- Grenade (fasc. 97, février 1896), suppl. : 4.
 Guadeloupe (fasc. 59, décembre 1892), suppl. : 7.
 Guatémala (fasc. 109, janvier 1895), suppl. : 10.
 Guinée britannique (Nouvelle) (fasc. 149, février 1898)
 Guinée française (fasc. 78, juillet 1895), suppl. : 5.
 Guinée portugaise (fasc. 13, oct. 1895), suppl. : 3
 Guyane anglaise (fasc. 99, juin 99).
 Guyane française (fasc. 40, déc. 1892), suppl. : 8.
 Guyane hollandaise (Surinam) (fasc. 60, mai 1895), suppl. 2.
 Haïti (fasc. 108, décembre 1894), suppl. : 7.
 Helgoland (fasc. 150, août 1895).
 Honduras britannique (fasc. 56, mai 1895), suppl. : 3.
 Honduras (République) (fasc. 81, octobre 1900).
 Inde britannique (fasc. 4, mars 1895), suppl. : 15.
 Inde (Etablissements français dans l') (fasc. 85, octobre 1895), suppl. :
 Indes orientales néerlandaises (fasc. 63, mai 1895), suppl. : 8
 Inde portugaise (fasc. 14, oct. 1895), suppl. : 2,
 Indo-Chine (fasc. 57, février 1899).
 Islande (fasc. 111, février 1895).
 Italie (fasc. 7, mars 1899), suppl. : 5
 Jamaïque (fasc. 92, octobre 1899).
 Japon (fasc. 28, janv. 1900), suppl. : 1.
 Jersey et Guernesey (fasc. 91, fév. 1894).
 Kiautschou (Territoire allemand de) (fasc. 153, sept. 1899).
 Lagos (fasc. 122, juin 1900).
 Loanda, Benguela et Mos-amèdes (fasc. 10, déc. 1895), suppl. : 6
 Macao (fasc. 17, nov. 1891).
 Madagascar (fasc. 107, décembre 1895), suppl. : 10.
 Malte (fasc. 53, févr. 1895), suppl. : 5.
 Maroc (fasc. 152, août 1895), suppl. : 1.
 Marshall (îles) (fasc. 119, avril 1895).
 Martinique (fasc. 58, déc. 1892), suppl. : 7.
 Maurice (île) (fasc. 71, avril 1896), suppl. : 6.
 Mayotte (fasc. 47, janv. 1895), suppl. : 2.
 Mexique (fasc. 27, août 1897), suppl. : 4.
 Montenegro (fasc. 80, août 1898).
 Montserrat (fasc. 143, décembre 1896), suppl. : 2.
 Mozambique (fasc. 19, nov. 1895), suppl. : 2.
 Natal. — Voir Union douanière Sud-Africaine.
 Nicaragua (fasc. 129, novembre 1900).
 Niger (Territoires du) (fasc. 154, sept. 1895), suppl. : 1.
 Nord-Bornéo Britannique (fasc. 154, déc. 1900).
 Norfolk (île) (fasc. 146, mai 1897).
 Norvège (fasc. 94, décembre 1900).
 Obock (fasc. 106, novembre 1894).
 Océanie (Etablissements français dans l') fasc. 84, oct. 1895), suppl. :

- Orange (Etat libre d'). — Voir Union douanière Sud-Africaine.
 Paraguay (fasc. 123, novembre 1900).
 Pays-Bas (fasc. 26, mai 1897), suppl. : 5.
 Pérou (fasc. 136, novembre 1895), suppl. : 7.
 Perse (fasc. 158, novembre 1900).
 Philippines (iles) (fasc. 43, février 1899), suppl. : 1.
 Porto-Rico (fasc. 41, mars 1899), suppl. : 2.
 Portugal (fasc. 9, sept. 1892), suppl. : 13.
 Queensland (fasc. 49, janv. 1895), suppl. : 3.
 Réunion (île de la) (fasc. 46, janv. 1895).
 Roumanie (fasc. 52, mars 1897), suppl. : 3.
 Russie (fasc. 25, octobre 1896), suppl. : 13.
 Saba (fasc. 62, mai 1895), suppl. : 5.
 Saint-Christophe-Névis (fasc. 144, décembre 1896), suppl. : 2.
 Saint-Eustache (fasc. 63, mai 1895), suppl. : 6.
 Saint-Martin (fasc. 63, mai 1895), suppl. : 5.
 Saint-Pierre et Miquelon (iles) (fasc. 45, janv. 1895), suppl. : 4.
 Saint-Thomas (fasc. 110, février 1895), suppl. : 1.
 Saint-Thomas et du Prince (iles) (fasc. 16, nov. 1895), suppl. : 4.
 Saint-Vincent (fasc. 100, mai 1895), suppl. : 3.
 Sainte-Croix (fasc. 120, mai 1895).
 Sainte-Hélène (fasc. 153, sept. 1895).
 Sainte-Lucie (fasc. 96, juin 1896), suppl. : 3.
 Salvador (République du) (fasc. 53, févr. 1895), suppl. 10.
 Samoa (fasc. 147, novembre 1897).
 Sénégal (fasc. 77, juillet 1895), suppl. : 2.
 Serbie (fasc. 53, avril 1894), suppl. : 6.
 Siam (fasc. 143, avril 1897).
 Sierra Leone (fasc. 103, mars 1900).
 Straits Settlements (fasc. 112, fév. 1895).
 Sud-Africaine (République) (fasc. 72, avril 1895), suppl. : 5.
 Suède (fasc. 95, mars 1899), suppl. : 1.
 Suisse (fasc. 1, juin 1897), suppl. : 8.
 Tasmanie (fasc. 75, décembre 1898).
 Terre-Neuve (fasc. 123, novembre 1898), suppl. : 1.
 Territoire de l'Empereur Guillaume et archipel Bismarck (fasc. 117, avril 1895).
 Timor (fasc. 18, nov. 1891), suppl. : 2.
 Togo (fasc. 116, avril 1895), suppl. : 1.
 Trinité et Tabago (fasc. 102, juin 1895), suppl. : 6.
 Tunisie (fasc. 89, août 1895), suppl. : 5.
 Turquie (fasc. 135, septembre 1894), suppl. : 1.
 Union douanière Sud-Africaine (fasc. 42, mars 1899), suppl. : 3.
 Uruguay (fasc. 64, oct. 1896), suppl. : 1.
 Vénézuéla (fasc. 50, sept. 1899), suppl. : 6.
 Victoria (fasc. 51, février 1896).

Vierges (îles) (fasc. 113, septembre 1898).

Zanzibar (fasc. 152, janvier 1899), suppl : 1.

Zélande (Nouvelle) (fasc. 29, novembre 1896), suppl. : 1.

Il a paru intéressant à votre section centrale de signaler l'utile et laborieux travail de l'Union Internationale pour la publication des tarifs douaniers.

L'extension conventionnelle des attributions de l'Union semble de nature à promettre au commerce international de nouveaux avantages.

*
* * *

Nous avons cru devoir traiter avec quelques développements les aspects les plus saillants de la question des traités de commerce et des tarifs douaniers. Il nous reste à examiner les chiffres du Budget et à analyser les observations qui s'y rapportent plus directement.

Le Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour le présent exercice s'élève à fr. 3,283,988

Les crédits votés l'an dernier montent à » 3,159,168

soit, pour 1902, une augmentation de fr. 124,820

Des suppléments de crédit de 13,465 francs et de 8,500 francs sont prévus au chapitre 1^{er} pour le personnel des bureaux et le matériel.

Une augmentation de 13,850 francs est destinée au relèvement du traitement de notre ministre en Chine. Nous avons rappelé au début de ce rapport l'extension de nos affaires avec l'Extrême-Orient. Ces considérations justifient le crédit proposé, ainsi qu'un second crédit de 9,000 francs demandé en vue de la création d'un poste de conseiller à Pékin. Un supplément de 5,000 francs servira à octroyer aux plus anciens conseillers et secrétaires l'augmentation normale de leur traitement.

A ce chapitre se rapporte également la question suivante :

5^e QUESTION.

Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises au cours du dernier exercice en vue de fournir à nos agents diplomatiques ou consulaires en Orient des résidences stables et convenables ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement n'a pas perdu de vue cette question et il marche dans la voie où il est entré avec l'approbation des Chambres. A Constantinople, un hôtel a été acquis et aménagé. A Péking, on s'occupe de la construction d'une habitation pour les membres de la mission belge en remplacement de celle qui a été détruite pendant les troubles. Le département des Affaires Étrangères cherche à recueillir tous les renseignements qui lui permettront d'acheter aux conditions les plus avantageuses, dans certaines autres résidences d'Orient, une demeure destinée au représentant diplomatique ou consulaire de la Belgique.

Lorsque ces études seront terminées, le Gouvernement ne manquera pas de faire à la Législature les propositions nécessaires.

La question des indemnités chinoises soulevée en section centrale a donné lieu, entre le Gouvernement et la section, à l'intéressant échange de vues que nous reproduisons ci-après :

6^e QUESTION.

Quel est le « quantum » des réclamations faites par les Belges au Gouvernement chinois du chef d'indemnités à eux dues pour dommages causés à leur préjudice en suite des événements de Chine dont ceux-ci ont été victimes en 1900-1901 ?

Quel est le montant total de ces réclamations et quel est le chiffre total des indemnités allouées ?

Comment et à qui ces indemnités ont-elles été distribuées ?

La Législature française, en vue du règlement des dépenses de l'expédition française en Chine, autorisa il y a peu de temps le Ministre des Finances à insérer au grand-livre de la Dette publique française la somme de rente de 5 p. c. nécessaire pour produire un capital effectif de 265 millions de francs. Sur le montant de cet emprunt doit être prélevé une somme égale au montant des indemnités qui seront allouées — à titre d'avance et à l'intervention d'une commission — aux victimes des susdits événements de Chine.

Il semble résulter des débats qui se sont produits, en novembre dernier, à la Chambre française, que dans le prélèvement ci-dessus rappelé est comprise une somme de 25,000,000 de francs constituant la moitié du dommage réclamé par la Société de Chemin de fer de Han-Kéou, à Pékin.

Est-il exacte que cette société, dans laquelle sont intéressés des Belges et des capitaux belges, ait reçu cette somme de 25,000,000 de francs à titre d'avance sur l'indemnité due par la Chine ?

Cette société doit-elle encore recevoir d'autres sommes à titre d'indemnité à l'intervention du Gouvernement belge ?

RÉPONSE.

Les demandes d'indemnités introduites du chef de dommages subis pendant les troubles de Chine montent, pour la Belgique, à trente-trois millions de francs environ. Il n'est pas possible, en ce moment, de fixer le chiffre définitif. Certaines réclamations ont été écartées, d'autres réduites, plusieurs demandes importantes font encore l'objet d'un examen qui n'a pu être terminé à raison de la lenteur des correspondances avec la Chine.

En exécution du protocole final du 7 septembre 1901, le Gouvernement chinois a remis aux représentants des puissances signataires un bon global de l'import de 450 millions de taëls. Les négociations concernant le partage de ce bon entre les Puissances, au prorata des réclamations de chacune d'elles, se poursuivent à Péking. Il paraît dès à présent certain que l'ensemble des réclamations produites dépassera la somme payée par la Chine, et l'on prévoit qu'il y aura lieu à réduction proportionnelle.

Le Gouvernement chinois s'acquittera de sa dette par des versements, comprenant les intérêts et la prime d'amortissement, échelonnés pendant 59 ans. Ces versements doivent s'opérer entre les mains d'une commission internationale dont le siège est à Shanghai. Le premier a eu lieu le 31 janvier dernier.

La Société d'Étude des Chemins de fer en Chine, qui est belge et dont le siège est à Bruxelles, a entrepris, comme on le sait, la construction du chemin de fer Hankow-Péking. Des capitaux français ayant concouru à la création de la Société et se trouvant représentés au Conseil d'administration, la demande d'indemnité de la Société a été adressée simultanément au Gouvernement belge et au Gouvernement français.

A la suite d'une entente établie entre les deux Gouvernements, la réclamation de la Société a été admise pour un chiffre qui, avec les intérêts, dépassera cinquante millions.

La réclamation de la Société d'Étude a été, d'un commun accord, portée pour moitié au compte des indemnités belges et pour moitié au compte des indemnités françaises.

Le Gouvernement n'a pas été informé jusqu'à présent que la partie de l'indemnité afférente au compte français ait été payée à la Société.

Une augmentation de 70,000 francs est inscrite au chapitre IV, en vue de décerner au personnel consulaire les augmentations de traitement et les promotions autorisées par les règlements.

Un crédit nouveau de 10,000 francs est demandé à ce chapitre IV (Frais de voyage).

Enfin, une réduction de 995 francs au chapitre V est justifiée par la note préliminaire du budget.

Le budget a été adopté par toutes les sections.

Dans l'ensemble des sections le projet a recueilli 62 voix affirmatives contre 11 votes négatifs et 13 abstentions.

En section centrale, les divers articles et l'ensemble du budget ont recueilli l'unanimité des suffrages moins un.

La section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet de loi

Le Rapporteur,
Bⁿ L. BÉTHUNE.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1902.

Begrooting van 't Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BETHUNE.

MIJNE HEEREN,

Onder de verschillende vraagstukken, opgeworpen tijdens de behandeling der Begrooting van Buitenlandsche zaken, heeft datgene der tolltarieven en der handelsverdragen, gezien zijn dadelijk belang, vooral de aandacht der Middenafdeeling gaande gehouden.

Die zaak is van het hoogste belang en te recht zijn onze landbouwers en nijveraars er om bezorgd.

Om zich daarvan te vergewissen, zal het volstaan zich te herinneren dat het evenredig aandeel per inwoner, in den buitenlandschen handel van België, dat in 1855 slechts 80 frank bedroeg, sedert tienmaal grooter werd en 837 frank beliep in 1899.

In de laatste jaren, werden aanzienlijke pogingen aangewend om onze betrekkingen met overzeesche landen uit te breiden, en in dien zin is veel vooruitgang gedaan. Zoo bekleedde China, in 1900, ondanks de onlusten aldaar, de twaalfde plaats onder onze uitwegen, met eenen totalen uitvoer van 55,074,000 frank voor den algemeenen, en van 17,250,000 frank voor den bijzonderen handel. Twintig jaar geleden, hadden we geene rechtstreeksche handelsbetrekkingen met dat land. Dus is er een merkelijke vooruitgang, en uit de opgegeven cijfers blijkt dat wij niet alleen

(1) Begrooting, n^o 4, V.

(2) De middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren JOUREZ, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, DE TREUX DE MEYLANDT, VAN DER LINDEN, BETHUNE, DE BECKER,

rechtstreeks onze voortbrengselen naar de markten van 't Verre Oosten zenden doch, er ook trapsgewijze de winstgevende rol van handelsbemiddelaars beginnen te vervullen.

In denzelfden zin mogen wij als voorbeeld aanhalen de uitbreiding onzer betrekkingen met den Onafhankelijken Congostaat, die in 1900 den negenden rang onder onze invoerders bekleedde, met 46,028,000 frank, en den zeventienden rang voor den uitvoer, met 11,515,000 frank (bijzondere handel).

In 1880, bedroeg onze rechtstreeksche uitvoer geen millioen in de verschillende Staten der Australische Common-wealth, noch in Canada, noch in de Kaap met hare bijlanden, noch in Engelsch en Nederlandsch Indië, noch in Japan, noch in Marokko, noch in de Fransche koloniën, en er mag gezegd worden dat hij in die lange reeks van landen onbeduidend was.

In 1900 daarentegen, bedroeg onze uitvoer (bijzondere handel) :

17,594,000	frank	in	Engelsch Indië.
15,782,000	—	—	Canada.
11,197,000	—	—	Japan.
5,767,000	—	—	Zuid-Australië.
4,585,000	—	—	Nieuw Zuid-Wallis.
5,259,000	—	—	Nederlandsch Indië.
3,164,000	—	—	de Kaap.
2,407,000	—	—	de kolonie Victoria (Australië).
2,377,000	—	—	Marokko.
2,268,000	—	—	de Franche koloniën van West-Afrika.
1,681,000	—	—	Engelsch Indo-China.
1,153,000	—	—	Transvaal.
1,090,000	—	—	Natal.
914,000	—	—	Nieuw-Zeeland.

In hetzelfde tijdvak, breidden onze betrekkingen zich verbazend uit met Zuid-Amerika ; nochtans heeft, om gemakkelijk op te maken redenen, onze uitvoer daar slechts in veel mindere verhouding den vooruitgang gevolgd van den Zuid-Amerikaansche uitvoer naar België.

Hoeveel uitbreiding evenwel onze handel met die verwijderde markten ook nam, toch moet men aannemen dat onze nijverheids- en landbouwvoortbrenging vooral afhangt van onze betrekkingen met onze onmiddellijke naburen en met de Vereenigde-Staten van Amerika.

Op een totaal van 2,215,753,000 frank invoer (bijzondere handel), komen twee derden uit Frankrijk, Duitschland, Engeland, Nederland en de Vereenigde-Staten, of juist voor 1,463,148,000 frank, en met die zelfde landen drijven we meer dan de drie vierden van onzen uitvoerhandel, of 1,506,000,000 frank op een totaal van 1,922,884,000 frank. Eindelijk, zijn het die vijf landen welke, hoofdzakelijk onzen doorvoerhandel bewerkende, in ruime mate bijdragen tot de welvaart der haven van Antwerpen.

Niet onbelangrijk is het, te doen uitschijnen in welke verhouding de

handelsbeweging van België over die verschillende landen is verdeeld. Dit duiden onderstaande tabellen aan :

Bijzondere handel in 1900 :		
	Invoer in België.	Uitvoer uit België.
Frankrijk fr.	375,346,000	426,092,000
Zollverein.	523,890,000	426,564,000
Engeland	300,856,000	359,054,000
Vereenigde-Staten	266,674,000	76,861,000
Nederland	196,382,000	217,903,000
Algemeene handel in 1900 :		
	Invoer in België.	Uitvoer uit België.
Frankrijk fr.	704,869,000	636,124,000
Zollverein.	691,159,000	718,175,000
Engeland	457,771,000	626,244,000
Vereenigde-Staten	337,489,000	194,769,000
Nederland	502,909,000	547,185,000

Zoo we thans eenen blik werpen op het tolstelsel, door die verschillende landen op onze voortbrengselen toegepast, bevinden wij dat Frankrijk en de Vereenigde-Staten zelfstandige beschermende tarieven of zelfs verbodstarieven hebben, terwijl Engeland en Nederland, tot hiertoe getrouw gebleven aan 't stelsel van vrijhandel, enkel het oog houden op fiskale behoeften, bij 't bepalen van tolrechten. En wat Duitschland betreft, daar genieten wij, krachtens het Handelsverdrag van 6 December 1891, het voordeel van een tarief dat afwijkt van het algemeene.

Onze buitenlandsche handel werd in de laatste tien jaren gekenmerkt door de verbazende ontwikkeling onzer huishoudkundige betrekkingen met Duitschland.

Met Nederland, blijft ons handelscijfer onveranderd. Met Frankrijk en de Vereenigde-Staten, neemt het langzamerhand toe. Met Engeland verhoogde het een vierde sedert tien jaar, en met Duitschland verdubbelde het schier gedurende dien tijd.

Van 182,189,000 frank in 1890, voor den invoer, steeg onze bijzondere handel met het Zollverein :

In 1898, tot fr.	245,518,000
In 1899, tot	285,429,000
In 1900, tot	523,889,000

Onze uitvoer naar Duitschland bedroeg 247,797,000 frank in 1890, en

In 1898. fr.	451,231,000
In 1899.	485,527,000
In 1900.	426,563,000

Volgde de doorvoerhandel niet dezelfde verhooging, dit is ongetwijfeld te wijten aan het uitstel dat de zaak der haveninrichtingen te Antwerpen onderging.

Anderzijds is die betrekkelijk trage toeneming van onzen doorvoer-

handel ook te wijten aan de steeds betere inrichting der mededingende havens en de genomen maatregelen om den handel naar hunne zijde te halen.

De overgrootte toeneming van onzen bijzonderen handel met Duitschland legt de belangstelling uit, waarmede onze voortbrengers den afloop van het Handelsverdrag van 6 December 1891 te gemoet zien.

't Ware gewis onjuist, de heerlijke uitbreiding der handelsbetrekkingen tusschen het Zollverein en België gedurende het laatste tiental jaren toe te schrijven aan dit verdrag alleen. Dat is ook in ruime mate te danken aan de overgrootte ontwikkeling der Duitsche nijverheid.

Het Deutsche Rijk komt immermeer allen voor als een werk van staatkundige bestendigheid en van overgrootten huishoudkundigen vooruitgang. Nergens, tenzij in de Vereenigde Staten, deed de nijverheid eenen zoo machtigen sprong als in Duitschland, en daaraan is grootendeels het toenemen van onze handelsbetrekkingen met onze Overrijnsche naburen toe te schrijven. Toch kan niet worden ontkend dat deze ontwikkeling onzer betrekkingen met het Zollverein zonder het Handelsverdrag van 6 December 1891 onmogelijk ware geweest, en dit rechtvaardigt het vooruitzicht zoo van de Duitsche als van de Belgische staatslieden, wien men dit verdrag heeft te danken, en onder welke in de eerste plaats dienen vermeld de kanselier Caprivi en de heer Beernaert.

Dezelfde overwegingen gelden voor het verdrag, op hetzelfde oogenblik gesloten met Oostenrijk-Hongarije, ofschoon onze betrekkingen met dat land natuurlijk minder uitgebreid zijn. Onze bijzondere handel met Oostenrijk-Hongarije, die voor den invoer 2,317,000 frank bedroeg in 1890, en 6,241,000 frank voor den uitvoer, was in 1900 wederzijds gestegen tot 15,950,000 frank en 11,062,000 frank.

Deze feiten gaven uwe Middenafdeeling, overigens op verzoek van verschillene afdeelingen, aanleiding om de Regeering onderstaande vraag te stellen :

1^{ste} VRAAG.

Denkt de Regeering te onderhandelen voor 't vernieuwen der handelsverdragen met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije?

ANTWOORD.

De handelsverdragen, die den 6ⁿ December 1891 werden gesloten tusschen België met Duitschland en met Oostenrijk-Hongarije, vervallen den 31ⁿ December 1903; ze kunnen een jaar op voorhand worden opgezegd, dus den 31ⁿ December van dit jaar.

Moest dit gebeuren, s' Konings Regeering zou bereid zijn te onderhandelen om nieuwe verdragen te sluiten.

Den 7ⁿ Februari 1901, raadpleegde de heer Minister van Buitenlandsche Zaken den Hoogeren Raad voor Nijverheid en Koophandel over die zaak, met navolgend schrijven :

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Het vervallen van sommige handelsverdragen, door België gesloten, werpt vraagstukken op, waarover 's Konings Regeering de inzichten wenscht te kennen van den Hoogeren Raad voor Nijverheid en Koophandel.

» Vooral dient onderzocht of er in de nieuwe verdragen uitdrukkelijk wederkeerige rechtstreeksche toegevingen in zake van invoerrechten hoeven bepaald, of zoo 't verkieslijk is ze uitsluitend te doen steunen op de behandeling der meest begunstigde natie. Zou het stelsel van overeengekomen toegevingen op tolgebied een land met een zoo gematigd tolltarief als België niet in eenen ondergeschikten toestand plaatsen?

Ik zou mij, Mijnheer de Voorzitter, ten uwen opzichte hoogst verplicht achten, zoo gij den Hoogeren Raad voor Nijverheid en Koophandel wildet bijeenroepen, om over de door mij gestelde vragen te beraadslagen.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de uitdrukking mijner gevoelens van hoogachting.

(Ond.) P. DE FAVEREAU. »

Die vraag werd den 6ⁿ Maart 1901 aan den Raad onderworpen, en in zijne vergadering van 12 Juni laatstleden, verklaarde hij zich ten voordeele der vernieuwing van de handelsverdragen. We kunnen hier deze breedvoerig toegelichte beslissing niet overnemen : ze werd overigens reeds openbaar gemaakt. Doch we merken eenvoudig aan dat vele leden van den Raad, die er voor stemden, met name de heeren senatoren Vercruysse en Doreye, en de heeren Hovine en Bauchau, aandrongen opdat de handelsverdragen vernieuwd zouden worden op den grondslag van wederkeerigheid.

Daarentegen achtte het Verslag, uit naam der commissie van den Hoogeren Raad voor Koophandel en Nijverheid overgelegd door zijnen voorzitter, den heer Strauss, dat de bepaling betreffende de meest bevoordeelde natie volstrekt doelmatig is. Zonder ons in dien strijd te willen mengen, is het niet onbelangrijk te doen uitkomen dat de Hoogere Handelsraad zelf in zijn besluit eene uitzondering voorziet, welke de aandacht van den wetgever verdient.

« De eenige aannemelijke uitzondering, zegt het Verslag van den Hoogeren Raad, ware het voorbehoud voor het stichten van tolvereenigingen. Deze dienen om de huishoudkundige banden tusschen volken nauwer toe te halen, en zijn dus een stap nader op den weg naar algemeenen vrijhandel. Zij geven de nijverheid eenen zuiveren werkkring. »

Deze conclusie van den Raad is eene onbetwistbare waarheid. Daar kan men zich van overtuigen, wanneer herinnerd wordt dat de wonderbare ontwikkeling der Duitsche nijverheid is teweeg gebracht door het op heffen van de inlandsche tolrechten, die in den Duitschen Bond allen vooruitgang der nijverheid gedurende het eerste derde der negentiende eeuw verlamden, en stoutweg mag worden verklaard dat hij die meest bijdroeg tot de huishoudkundige grootheid van zijn land, de jonge Wurtembergsche hoogleeraar Frederik List was, die reeds in 1848 een gemeen tolstelsel voor

gansch Duitschland vroeg, — grootsch denkbeeld, dat zijne eerste algemeene bekrachtiging kreeg door het verdrag van 22 Maart 1833, waarbij het Zollverein tot stand kwam. En hier dient aangemerkt dat, naar het denkbeeld der eerste voorstanders, het Zollverein niet alleen moest strekken om de inlandsche toltarieven af te schaffen, maar ook de naburige landen te doen overkomen tot het beginsel van Europeeschen vrijhandel.

Het mag gezegd dat dit laatste denkbeeld ten minste gedeeltelijk werd samengevat door het sluiten der handelsverdragen van 6 December 1891, tusschen België ter eenere, Oostenrijk-Hongarije en Duitschland ter andere.

Zoo de Hoogere Raad voor Nijverheid en Koophandel de mogelijkheid beschouwt van eene uitbreiding dier verdragen in den vorm van een min of meer volledig tolverbond tusschen zekere volken van het Europeesch vasteland, beveelt hij eene oplossing aan, waarover sedert lang wordt beraadslaagd door Fransche en andere huishoudkundigen. « 't Is mogelijk, zoo schreef weinige jaren geleden de heer Leroy-Beaulieu, dat, aangedreven door het tolverbond der beide gedeelten van Amerika, zoo het tot stand kwam, wellicht door het Britsch keizerlijk tolverbond, ingeval het insgelijks ontstond, er een tolverbond op het Europeesch vasteland zou gesloten worden, waarin zouden begrepen zijn Frankrijk, België, Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, de Balkan-Statens, Italië, Spanje, Portugal en de Skandinavische Statens, zoo ze willen toetreden. Die bond, welke 250 miljoen inwoners zou bevatten, zou over eene zeer uitgestrekte markt beschikken (1).

Ziedaar een grootsch, wellicht niet te verwezenlijken ontwerp. Toch kan het, zooals de Hoogere Raad voor Nijverheid doet uitschijnen, goed wezen de mogelijkheid van algemeene of bijzondere tolvereenigingen voor te behouden. Men weet dat er kort nadat wij onafhankelijk werden, onderhandeld werd over een Fransch-Belgisch tolverbond. Zoo toen ter tijde dergelijk ontwerp patriotische onrust baarde omdat de toestand onzes lands nog niet vast genoeg was, ongetwijfeld hebben vele van de vroegere bedenkingen aan waarde verloren. Wij hebben overigens het voorbeeld van het tolverbond tusschen het groothertogdom Luxemburg en Duitschland. Bij onze Noorderburen werd het denkbeeld van eene tolovereenvakking met een of ander naburig land onlangs door de drukpers opgeworpen, doch wellicht meer op theoretische dan op practische wijze, want we vinden er geen spoor van in de door ons geraadpleegde Verslagen der Nederlandsche Kamers van Koophandel. Wellicht is het niet nutteloos er de aandacht op te vestigen van onze landgenooten, op 't oogenblik dat Nederland geneigd schijnt zijne toltarieven te verhoogen, om fiskale redenen en tevens met de bijbedoeling 's lands arbeid te beschermen. « De toestand der openbare schatkist », zoo zegde de jongste Nederlandsche troonrede, « is niet bevredigend genoeg » om al die hervormingen te verwezenlijken, en 't zal noodig wezen Staatsinkomen in de eerste plaats te verhoogen door herziening van het tarief » der invoerrechten. Met die herziening wordt ook bescherming van 's lands arbeid bedoeld. »

(1) *Traité théorique et pratique d'économie politique*, d. IV, blz. 116.

Zonder zooverre te willen gaan, dat alle tolrechten, alle verschil van accijnsstelsel worden weggenomen, mag toch worden gewenscht dat de betrekkelijke verstandhouding, door de verdragen van 1891 tusschen Duitschland, Oostenrijk-Hongarijë en België in 't leven geroepen, voortdure en zelfs uitbreiding krijge.

Moet men, om dit doel te bereiken, de politiek van « do ut des » volgen, zooals de heeren senatoren Vereruyse-Bracq en Doreye vragen, of het stelsel van onvoorwaardelijke toegevingen aannemen, zooals het Verslag van den Raad voor Nijverheid en Koophandel schijnt te vragen? Dit problema hoeven voorzeker de Regeering en de Wetgeving van nu af aan in 't oog te houden.

Den 26ⁿ Juli 1901, werd door de Deutsche Regeering een ontwerp ingediend tot herziening van hare toltarieven, in verband gebracht met den aanstaanden afloop der handelsverdragen, en natuurlijk wekte dit in België zooals elders de vrees van nijverheid en landbouw op. Over 't geheel genomen, is het nieuw Duitsch tarief een uiterst merkwaardig stuk, opgevat in eenen stelselmatigen geest, met logische rangschikkingen, ontleend aan de groote afdeelingen van de natuurrijken, en zoowel van de landbouw als van de mijn- en de fabrieknijverheid. Doch dit werk draagt den stempel van een duidelijk afgeteekend beschermingsstelsel, dat aanzienlijke verhooging van rechten medebrengt, alsmede eene uiterst omslachtige specialisceering, welke meer dan 946 tarieven bevat, waarvan verschillende zelfs onderverdeeld zijn.

Vooral de landbouw wordt door zwaardere lasten getroffen; op schier al zijne voortbrengselen worden soms aanzienlijk hoogere rechten gelegd.

Wij halen slechts enkele voorbeelden aan voor hop en paarden.

Terwijl het algemeen tarief van Duitschland en het overeengekomen tarief volgens het verdrag van 1891 de invoerrechten wederzijds op 20 en 14 mark per 100 kilo hop bepalen, worden door het nieuw tarief die rechten tot 40 mark verhoogd en dreef de Bundesrath dit cijfer tot het volstrekt verbodsbedrag van 60 mark. Er dient aangemerkt dat ons tarief de hop vrij van rechten laat invoeren, en dat onze voortbrengers reeds nu met ongeduld de thans bestaande ongelijke behandeling verduren.

Voor paarden, een voorwerp van allereerste noodwendigheid nochtans, waaraan Duitschland dringende behoefte heeft, zoo voor zijn leger als voor zijne nijverheid, worden de invoerrechten, die thans 10 of 20 mark bedragen, door het nieuw tarief verhoogd tot 50, 75, 150 of 300 mark, naar gelang van de waarde der ingevoerde dieren.

Vee, fruit, groenten, graan, enz., ondergaan eene reeks verhoogingen van rechten. Ook strekt de zorg der Deutsche Regeering zich uit tot de inlandsche voortbrenging van looiersschors, die voortaan wordt beschermd.

Voor de nijverheid is de strekking tot verhooging van rechten wellicht niet zoo sterk afgeteekend noch zoo algemeen als voor landbouwvoortbrengselen, maar niettemin toch dreigend.

Er dient evenwel aangemerkt dat de Bundesrath, die de voorgestelde rechten op zekere landbouwartikelen, als hop en lupuline, verhoogde,

integendeel een dertigtal cijfers van het tariefontwerp voor nijverheidsvoortbrengselen verlaagde. Aldus blijft de hoop bestaan dat, zoo de Deutsche regeering in 't belang van hare politiek noodzakelijk achttē toegevingen aan de agrariërs te doen, en als 't ware het monopolie der inlandsebe markt voor den Duitschen landbouw wil behouden, wat ongetwijfeld zekere wederkerige maatregelen zal uitlokken. zij in beginsel en vooral in zake van nijverheid, deze politiek der handelsverdragen voorstaat, waarop de kanselier Caprivi de toekomstige grootheid des rijks wilde grondvesten, toen hij in de Memorie, den Reichstag aangeboden naar aanleiding der verdragen van 1891, zegde dat « Deutschland's huishoudkundig gebied niet toereikend is om zijne gansche voortbrenging te verbruiken », en dat het voortzetten van een ontoegevend beschermingstelsel voor dit land zou uitloopen « niet alleen op den ondergang van zijne nijverheid en van zijnen arbeidersstand, maar ook op den ondergang van den Staat zelven ».

De Deutsche regeering blijft steeds dezelfde meening toegedaan, te oordelen naar de verklaringen van den heer Moeller, minister van Koophandel in Pruisen, afgelegd in eene redevoering, die hij onlangs hield in de Vereeniging voor den vooruitgang der nijverheid, en overgenomen in de *Indépendance* van 24 Januari 1901. « De heer Moeller, zegt dit blad, bevestigde dat zoo Deutschland zijne huishoudkundige belangen wil vrijwaren, het hoogst noodig is dat het handelsverdragen van langen duur sluit; doch om zulke verdragen te verkrijgen, moet Deutschland iets aan te bieden hebben, want men kan eenen anderen Staat geene guust vragen, zoo men er hem geene in ruiling geeft. »

Ter vergadering van den Pruisischen Landtag, op 16 Januari, zegde de heer von Bülow, na te hebben aangedrongen op de beschermingsgezindheid der Pruisische regeering in zake van landbouw, volgens de *Indépendance* van 18 Januari vermeldt : « Weest er zeker van, dat wij geene rechten zullen bepalen beneden het minimum, door het onderzoek aangeduid; doch onmogelijk kan gevolg worden gegeven aan overdreven vragen. Dus bezweer ik de voorstanders van 's lands nijverheid, de eischen binnen behoorlijke grenzen te houden. »

Vooralsnu kunnen wij enkel wachten naar den uitslag der gewichtige beraadslagingen bij onze Oosterburen; toch schenen die gezamenlijke bedenkingen de Middenafdeeling voldoende om in de volgende bewoordingen eene tweede vraag tot de Regeering te richten.

2^e VRAAG.

Heeft de Regeering, naar aanleiding der vernieuwing van die verdragen (handelsverdragen met Deutschland en met Oostenrijk-Hongarije), gedacht aan het gepaste van wijzigingen, naar Deutschland's voorbeeld aan onze toltarieven toe te brengen?

ANTWOORD.

Over 't geheel, mag België's toltarief als een zelfstandig tarief worden beschouwd. Wellicht kunnen eenige bepalingen, ingevoerd bij 't sluiten van zekere handelsverdragen, worden herzien, ingeval de akten, die er aanleiding toe gaven, niet worden vernieuwd. Dit punt dient ten gepasten stonde onderzocht.

Hoe het ook zij, de Belgische tolwetten bevatten bepalingen, die de Regeering machtigen tot het nemen van bijzondere en uitzonderlijke maatregelen ten opzichte van landen die ons niet zouden behandelen als de meest bevoordeelde natie. Op dit oogenblik onderzoekt de Regeering of 't niet gepast ware die verschillende bepalingen, uit onderscheidene wetten voortspuitende, samen te ordenen.

Dit is een gewichtig antwoord vanwege de Regeering; het bevestigt de zelfstandigheid van ons tarief en de mogelijkheid om eenige bepalingen van zekere handelsverdragen te herzien, ingeval die akten niet worden vernieuwd. Voor 't oogenblik dacht uwe Middenafdeeling eenvoudig akte te moeten nemen van deze verklaring.

De laatste opmerking van den heer Minister van Buitenlandische Zaken is van groot gewicht, en 't zal niet ongepast zijn hier eenige van die bepalingen te herinneren, waarop de Regeering zinspeelt. Wij ontleenen ze aan bundel 8 van het *Bulletin international des Douanes*, dienstjaar 1900-1901.

Door artikel 2, § 1, der wet van 19 Juni 1859 (R. 569) « wordt de Regeering gemachtigd den invoer van goederen hooger aan te slaan in onderstaande gevallen :

» 1^o Bij den invoer overzee, zoo het schip dat de goederen invoert behoort tot een land dat

» a) Belgische schepen uitsluit van kustvaart op zijne kusten of die van zijne koloniën of bezittingen;

» b) hetzij in zijne havens, hetzij in die van zijne koloniën of bezittingen, of op zijne vaarten en rivieren, Belgische schepen, de door deze in- of uitgevoerde goederen of de Belgische schipperij recht- of onrechtstreeks om 't even welke hoogere lasten oplegt dan die welke nationale schepen, gelijkaardige goederen die zij in- of uitvoeren, of de nationale schipperij betalen;

» c) bij den invoer over de landgrenzen goederen die uit België komen hoogere rechten opleggen dan ze betalen voor gelijkaardige goederen, overzee ingevoerd;

» d) in zijne koloniën of bezittingen goederen van Belgische herkomst hoogere rechten oplegt dan worden betaald voor gelijkaardige voortbrengselen van alle andere herkomst;

» e) den in- of uitvoer verbiedt van zekere goederen onder Belgische vlag (uitgezonderd voortbrengselen van de vischvangst) zoo het dit onder nationale vlag toelaat;

» f) bij den uitvoer uit de handelshoofdstad, zijne koloniën of bezittingen op voor België bestemde goederen hoogere rechten of lasten legt dan gelijkaardige goederen naar alle andere bestemming betalen;

» g) den doorvoerhandel van goederen uit België of daar naartoe ver-
 » zonden belemmert door verbod, rechten, lasten of formaliteiten, waaraan
 » gelijkaardige goederen uit of naar alle ander land niet onderhevig zijn;

» 2^o Bij den invoer langs allen anderen weg dan overzee, zoo de goederen
 » herkomstig zijn uit een land waarop een der littera's van n^o 1 van toe-
 » passing is.

» In bovenvoorziene gevallen, kunnen ook de scheepsrechten op vreemde
 » schepen hooger worden aangeslagen. » (Zelfde artikel, § 2.)

In bijzondere gevallen, en zoo 't welzijn van handel of nijverheid zulks
 vergt, voorwerpen van allen aard, herkomstig uit landen waar Belgisch
 product verboden of uiterst zwaar belast is, hogere rechten opleggen of er
 den invoer van verbieden. (Zelfde artikel, § 4.)

De bijbelasting, in bovenstaande paragrafen vermeld, wordt derwijze
 bepaald dat zij opweegt tegen het nadeel, in vreemde landen door België's
 scheepsvaart, handel, nijverheid of onderdanen geleden. (Zelfde artikel, § 5.)

De door de Regeering genomen maatregelen moeten onmiddellijk onder-
 worpen worden aan de Kamers, zoo ze vergaderd zijn, zooniet in den loop
 van haren eerstvolgenden zitting. (Zelfde artikel, § 6.)

Anderzijds is, krachtens artikel 2 der wet van 30 Januari 1892, die
 artikel 2, § 1, der wet van 19 Juni 1856 (R. 569) aanvult, « de Regeering
 » gemachtigd bij den invoer op goederen die eene recht- of onrechtstreeksche
 » uitvoerprenie genieten in het land van herkomst of voortbrenging, een
 » vergoedingsrecht van 't bedrag dezer premie te heffen.

Het samenordenen van die verschillende bepalingen en andere dergelijke
 ware voorzeker eene nuttige wet, en men dient de Regeering geluk te
 wenschen omdat ze zich daarmede onledig hield.

Naar aanleiding der handelsverdragen, vestigde de Hoogere Raad voor
 Nijverheid en Koophandel de aandacht der Regeering op eene reeks met
 elkaar in verband staande vraagstukken; als daar zijn het stelsel der open-
 bare aanbestedingen, dit der handelsreizigers, en ten slotte den rechtstoe-
 stand der werklieden in den vreemde, « opdat de arbeidsregelen voor
 Belgen in den vreemde zooveel mogelijk gelijk zouden staan met die van
 inlanders ».

Van zulke gedachte ging onderstaande vraag der Middenafdeeling uit :

3^o VRAAG.

Kan de Regeering in de te sluiten han-
 delsverdragen geene bepaling van weder-
 keerigheid in zake van openbare aanbe-
 stedingen opnemen?

ANTWOORD.

Sedert lang houdt de Regeering zich
 bezig met de deelneming aan openbare
 aanbestedingen. Ze dacht er aan, naar
 aanleiding der jongste onderhandelingen,
 inzonderheid met Duitschland en Oos-
 tenrijk-Hongarije, zonder dat eene for-
 mule kon gevonden worden, die de
 wenschelijke practische waarborgen op-
 levert. :

Voor eene regeering is het, trouwens,

moeilijk zich niet in elk geval voor te behouden over de verschillende aangeboden inschrijvingen te oordeelen, en zonder bezwaar kan ze zich niet op voorhand in elke omstandigheid verbonden beschouwen door het laagste aanbod.

Toch verliest de Regeering die zaak niet uit het oog en is ze van plan andermaal te onderzoeken welke bepalingen in toekomstige verdragen kunnen opgenomen worden, om in dit opzicht behoorlijke waarborgen te verzekeren.

In de middenafdeeling die twee jaar geleden de Begroting van Buitenlandsche Zaken onderzocht, werd de toestand der handelsreizigers aandachtig nagegaan.

Ziehier in welke bewoordingen de verslaggever toen den toestand samenvatte :

« Over dit vraagstuk werden eene reeks zeer belangrijke mededeelingen afgekondigd in het *Bulletin commercial*, opgesteld onder toezicht van het Departement van Buitenlandsche Zaken.

» Het werd insgelijks besproken in de drukpers, inzonderheid in het *Bulletin du Syndicat Général des Voyageurs, Employés et Patrons*.

» Een lid der middenafdeeling gaf in onderstaande bewoordingen lucht aan de klachten, door dit tijdschrift uitgedrukt :

« Vreemdelingen genieten een aanzienlijk voordeel op onze landgenooten : ze mogen hier volkomen vrij het beroep van handelsreiziger komen uitoefenen en onzen landgenooten onbepaalde mededinging aandoen.

» Willen daarentegen onze landgenooten hetzelfde doen in vreemde landen, zoo stuiten zij op allerlei bezwaren : formaliteiten, kosten, lasten van allen aard.

» In Duitschland, Zwitserland, Oostenrijk, Frankrijk en elders, mogen ze vooreerst niet rechtstreeks verkoopen : ze mogen slechts monsters medenemen, om bestellingen op te doen; de door hen medegebrachte waren mogen ze niet verkoopen.

» Soms wordt hun zelfs verboden aan anderen dan nijveraars of kooplieden te verkoopen; het is hun streng ontzegd in 't klein of aan bijzondere personen te verkoopen.

» Ze zijn onderhevig aan de machtiging of het visa der plaatselijke overheden of besturen : het getuigschrift, « echtingskaart », vroeger ten onzent geveerd van rondleurders, wordt vreemde reizigers opgelegd in Duitschland, het groothertogdom Luxemburg, Oostenrijk-Hongarije, Denemarken, Noorwegen, Zweden, Servië, Rumenië, Rusland, Zwitserland, enz. Dat heet in sommige landen « handelspas » : zonder dit mag de handelsreiziger het land niet doortrekken.

» Nagenoeg overal betalen vreemde handelsreizigers eene bijzondere

» belasting. Een Duitscher betaalt niets, wanneer hij dit beroep in België
» komt uitoefenen; integendeel moet een Belg bijzondere lasten betalen,
» wil hij in Duitschland werken. Hier ware wederkeerigheid niet meer dan
» rechtvaardig.

» De belastingen zijn soms heel zwaar, en wat in aanmerking dient te
» komen, ze treffen enkel vreemdelingen of hen die voor een vreemd huis
» reizen : landgenooten van de onderlinge landen zijn er vrij van.

» In Engeland bij voorbeeld, een land waar wel handelsvrijheid bestaat,
» kost het patent, om in zulke voorwaarden handel te drijven in sterke
» dranken, tweehonderd zestig frank.

» In Denemarken, betalen handelsreizigers eene belasting van honderd
» zestig kronen per jaar, behalve een bijrecht van vijf en twintig kronen
» voor ieder huis buiten het eerste vertegenwoordigd.

» In Frankrijk, bedraagt de belasting slechts twintig frank, en in Neder-
» land, vijftien gulden per jaar, terwijl zij in Noorwegen en Zweden hon-
» derd kronen per kalendermaand belooft. In Portugal verschilt de belas-
» ting van vijf tot acht en twintig milreis. »

» In antwoord op die aanmerkingen, zegden sommige leden dat het
onwaar is als zouden alle vreemde reizigers in België vrij van patent zijn.

» Dit blijkt onder andere uit eenen ministeriëelen omzendbrief van 31 Ja-
nuari 1892, waarvan hier een uittreksel volgt : « De vrijstelling van patent-
» recht, aan Duitsche en Oostenrijksch-Hongaarsche handelsreizigers ver-
» leend, kan maar door eene uitdrukkelijke overeenkomst worden uitge-
» strekt tot de reizigers van andere landen. Dus blijven zij die in België
» reizen voor rekening van een handelshuis uit een van die landen, onder-
» worpen aan het patentrecht van 20 frank, opcentiemen inbegrepen, door
» de internationale overeenkomst vastgesteld. »

« Dit patentrecht van 20 frank was het tarief, bepaald in artikel 22 van
het Fransch-Belgisch verdrag van 31 October 1884, dat den 24ⁿ Januari 1891
werd opgezegd, doch dat de Regeering, bij artikel 2 der wet van
13 Mei 1882, gemachtigd was algemeen toe te passen. Anderzijds machtigde
de wet van 30 Januari 1892 de Regeering om het stelsel der meest bevoor-
deelde natie toe te passen op de landen waarmee België voor 't oogenblik
geen verdrag heeft.

« Ingevolge artikel 24 der Fransche wet van 15 Juni 1880, « worden
» handelsreizigers van vreemde huizen in zake van patent op denzelfden
» voet behandeld als Fransche handelsreizigers in diezelfde landen. »

« De vrijstelling voor Duitsche en Oostenrijksche reizigers wordt maar
ten wederkeerigen titel bepaald (art. 9 van 't verdrag met Duitschland en
art. 5 van 't verdrag met Oostenrijk, 6 December 1891).

» Voor Noorwegen zegt artikel 17 van 't verdrag van 11 Juni 1895
met dat land en het onze : « Zoolang gemelde handelaars, fabrikanten en
» andere nijveraars of handelsreizigers, in België gevestigd en in Noorwegen
» reizende voor rekening van een Belgisch huis, ontslagen zijn van patent-
» recht of belasting op het inkomen, zal hetzelfde geschieden met hande-
» laars, fabrikanten en andere nijveraars of handelsreizigers in Noorwegen

» gevestigd, die in België reizen voor rekening van een Noorweegsch huis,
 » mits overigens het recht op behandeling als de meest bevoordeelde
 » natie wederzijds gevrijwaard wordt. »

« 't Is nauwkeurig dat eene Noorweegsche wet, in 1899 ingevoerd, vreemde handelsreizigers, die in het rijk geene belasting betalen, verplicht eene handelsvergunning van 100 kronen per tijdvak van dertig dagen te betalen. De Middenafdeeling is overtuigd dat de gevolgen van die wet het Departement van Buitenlandsche Zaken niet ontgaan zullen zijn.

» Wat de Belgische reizigers betreft, deze zijn in België gepatenteerd volgens hunne jaarwedde of winst, die 17 klassen bevatten kan, en volgens de rangschikking der gemeente waar ze metterwoon gevestigd zijn (wet van 21 Mei 1819, tabel 11, art. 232, 3° lid).

» De echtingskaart is een politie maatregel, door de verdragen voorzien. Dit is ook het geval met het verbod voor handelsreizigers om rond te leuren.

» Ziedaar in breede trekken de wederzijdsche toestand der vreemde en inlandsche reizigers in België en den vreemde : over 't algemeen berust hij op 't beginsel van wederkeerigheid.

» Toch schijnen in dat opzicht sommige Staten blijk te geven van onverzoenlijken beschermingszin. Evenwel dient aangemerkt dat België nergens eene ongunstigere behandeling ondervindt dan onze andere mededingers op die markten.

» Overigens is in dergelijke zaken wederkeerigheid steeds een kiesch vraagstuk. Het Departement van Buitenlandsche Zaken bewees reeds dat het groot belang hecht aan het stelsel dat vreemde landen op onze reizigers en monsters toepassen. Ook is de Middenafdeeling overtuigd dat de Regeering hare welwillende aandacht zal blijven vestigen op de volksgeliefde zaak der handelsreizigers. »

Uwe Middenafdeeling meent er zich te mogen bij bepalen den in 1900 uitgedrukten wensch te herhalen.

Ook zagen wij dat de Hoogere Raad voor Handel en Nijverheid de welwillende aandacht der Regeering vestigt op den toestand onzer arbeiders in den vreemde.

Met die zaak hielden de middenafdeelingen der begrootingen van Buitenlandsche Zaken voor de dienstjaren 1899, 1900 en 1901 zich lang bezig, en en in dien zin nam de Regeering maatregelen, die door de openbare meening ten zeerste werden goedgekeurd.

Het vraagstuk is vooral kiesch, met het oog op onze Zuiderburen ; eenige van de opmerkingen, tijdens de beraadslaging, werden uitgedrukt in eene reeks vragen, aan de Regeering gesteld ; wij laten ze hier volgen.

4° VRAAG.

a) Welke maatregelen nam de Regeering tot bescherming der Belgische werklieden in Frankrijk?

ANTWOORD.

a) De maatregelen, door de Regeering genomen tot bescherming der Belgische werklieden in Frankrijk, zijn opgesomd in het hierbijgevoegd vlugschrift, in de Fransche en de Nederlandsche taal door het Departement in 1900 uitgegeven. Er

b) Moeten die werklieden in Frankrijk recht- of onrechtstreeksche belastingen betalen, waarvan in België werkende Franschen vrij zijn? Bestaat in Frankrijk het plan om nieuwe belastingen aan Belgische arbeiders op te leggen?

c) Is het vraagstuk der wetgeving op arbeidsongevallen, overkomen aan Belgische arbeiders in Frankrijk, sedert verleden jaar eenigszins gevorderd?

werden exemplaren van dat boekje ter beschikking van de Kamer der Volksvertegenwoordigers gesteld.

Het Departement is van plan dit jaar eene nieuwe uitgave van dit vlugschrift te laten verschijnen, waarin, volgens de vraag, vroeger door een lid der Kamer uitgedrukt, eene lijst zal voorkomen, met de namen en adressen der vrederechters van de kantons waar Belgische arbeiders werken. Daarin wordt ook opgenomen een model van verhuurcontract voor arbeid, om de Belgische arbeiders, die naar Frankrijk gaan werken, tot leidraad te dienen.

b) Thans betalen Belgische werklieden in Frankrijk als vreemdelingen geene andere bijzondere belasting dan die voor inschrijving, waarvan in bovenbedoeld boekje spraak is.

Toch zijn bij de Kamer der Afgevaardigden verschillende wetsvoorstellen ingediend, om hetzij rechtstreeks aan vreemde werklieden, hetzij aan de patroons die ze in dienst nemen, lasten op te leggen.

Behalve deze voorstellen vanwege Afgevaardigden, bevat het ontwerp van wet op de arbeiderspensioenen, in den jongsten zitting van de Kamer der Afgevaardigden behandeld, eene bepaling volgens welke de patroons in gemelde pensioenkassen 25 centiemen per vreemden werkman moeten storten.

Ingevolge de van het Departement gekregen onderrichtingen, liet 's Konings Legatie te Parijs geene gelegenheid onverlet om krachtig protest aan te tekenen tegen elk verschillend stelsel, dat hiervoor op onze landgenooten zou toegepast worden.

c) In den jongsten zitting, nam de Kamer der Afgevaardigden een wetsvoorstel aan, waarbij wijzigingen worden toegebracht aan de wet van 9 April 1898, op de vergoeding voor arbeidsongevallen, namelijk aan die bepalingen van artikel 3, welke vergoeding beoogen aan vreemde werklieden, die het slachtoffer zijn van

d) Werd in den loop van verleden jaar het getal onzer consuls in Frankrijk vermeerderd ?

een arbeidsongeval of aan dezer vertegenwoordigers.

De Senaat hield zich met dat wetsvoorstel nog niet bezig.

d) In 1901, werd een onder-consulaat gesticht te Mazamet (Tarn) en consulaire agentschappen te Melun (Seine-et-Marne) en te Montataire (Oise).

Ook wordt onderzocht om een consulaire agentschap in te richten te Meaux (Seine-et-Marne).

Wellicht ware 't nuttig het afkondigen der wetsbepalingen op openbare aanbestedingen, den toestand der handelsreizigers, den rechtstoestand der arbeiders in den vreemde en andere vraagstukken van denzelfden aard te centraliseeren zooals die der toltarieven, door het Bureau van de Internationale Vereeniging, ingesteld voor het afkondigen van laatstgemelde tarieven ? De lof dier instelling heeft niet meer gemaakt, zij gaf talrijke blijken van hare werkdadigheid ; in min dan tien jaar, deed ze de tarieven verschijnen van ondervermelde Staten of Koloniën :

- Afrika (Duitsch Oost-) (bund. 114, Maart 1899).
- Afrika (Duitsch Zuid-West-) (bund. 118, Februari 1897), bijv. : 3.
- Afrika (Britsch Oost-) (bund. 151, April 1898).
- Afrika (Britsch Centraal-) (bund. 127, Juni 1898), bijv. : 1.
- Algerië (bund. 88, Januari 1896), bijv. : 3.
- Ambriz (bund. 12, November 1893), bijv. : 2.
- Antigoa (bund. 141, December 1896), bijv. : 2.
- Argentijnsche Republiek (bund. 58, April 1900), bijv. : 1.
- Aruba (bund. 68, Mei 1895), bijv. : 5.
- Australië (Zuid-) (bund. 157, December 1895).
- Australië (West-) (bund. 128, Juli 1896), bijv. : 1.
- Bahama-eilanden (bund. 121, Mei 1895), bijv. : 4.
- Barbados (bund. 139, Januari 1900), bijv. : 2.
- België (bund. 8, Maart 1901).
- Bermudes-eilanden (bund. 98, Juni 1894), bijv. : 2.
- Bolivië (bund. 101, Juli 1894), bijv. : 2.
- Bonaire (bund. 61, Mei 1895), bijv. : 6.
- Brazilië (bund. 6, Juni 1898), bijv. : 4.
- Bulgarije (bund. 74, Juli 1893), bijv. : 7.
- Caledonië (Nieuw) (bund. 48, Januari 1895), bijv. : 6.
- Cameroun (bund. 115, Januari 1899), bijv. : 1.
- Canada (bund. 57, October 1897), bijv. : 2.
- Ceylon (bund. 69, October 1899).
- Chili (bund. 150, Februari 1898), bijv. : 3.
- China (bund. 103, October 1894), bijv. : 2.
- Colombia (bund. 90, Januari 1894), bijv. : 10.

- Comores-eilanden (bund. 140, Juli 1896).
 Congostaat (bund. 3, Mei 1891), bijv. : 10.
 Congo (Fransch) (bund. 76, Juli 1895), bijv. : 1.
 Congo (Portugeesch) (bund. 11, November 1895), bijv. : 1.
 Corsica (bund. 87, December 1895), bijv. : 1.
 Costa-Rica (bund. 126, Juli 1899), bijv. : 1.
 Cuba (bund. 148, November 1900), bijv. : 1.
 Curaçao (bund. 67, Mei 1895), bijv. : 9.
 Cyprus (bund. 54, October 1899), bijv. : 1.
 Dahomey en afhankelijkheden (bund. 86, December 1894).
 Denemarken (bund. 55, Augustus 1892), bijv. : 3.
 Domingo (Republiek San-) (bund. 5, Augustus 1900).
 Dominica (bund. 142, December 1896).
 Duitschland en Luxemburg (bund. 25, April 1892), bijv. : 22.
 Ecuador (bund. 59, Januari 1898).
 Egypte (bund. 56, December 1892), bijv. : 2.
 Engeland (bund. 2, Juni 1900), bijv. : 1.
 Erythrea (bund. 51, Juli 1900).
 Falkland-eilanden (bund. 124, Februari 1901).
 Fernando-Po (bund. 85, October 1895).
 Fidji-eilanden (bund. 151, Juli 1898).
 Finland (bund. 93, Mei 1894).
 Frankrijk (bund. 22, April 1896), bijv. : 20.
 Gabon (bund. 44, Januari 1895).
 Gambië (bund. 75, October 1899).
 Gibraltar (bund. 52, Januari 1895), bijv. : 1.
 Goudkust (bund. 104, October 1894), bijv. : 5.
 Grenada (bund. 97, Februari 1896), bijv. : 4.
 Griekenland (bund. 20, December 1895), bijv. : 4.
 Guadeloupe (bund. 59, December 1892), bijv. : 7.
 Guatemala (bund. 109, Januari 1895), bijv. : 10.
 Guinea (Britsch Nieuw-) (bund. 149, Februari 1898).
 Guinea (Fransch) (bund. 78, Juli 1895), bijv. : 3.
 Guinea (Portugeesch) (bund. 15, October 1895), bijv. : 3.
 Guyana (Engelsch) (bund. 99, Juni 1899).
 Guyana (Fransch) (bund. 40, December 1892), bijv. : 3.
 Guyana (Nederlandsch) (Suriname) (bund. 60, Mei 1895), bijv. : 2.
 Haïti (bund. 108, December 1894), bijv. : 7.
 Heligoland (bund. 150, Augustus 1895).
 Honduras (Britsch) (bund. 56, Mei 1895), bijv. : 3.
 Honduras (Republiek) (bund. 81, October 1900).
 IJsland (bund. 111, Februari 1895).
 Indië (Britsch) (bund. 4, Maart 1895), bijv. 13.
 Indië (Fransche Gestichten in) (bund. 85, October 1895), bijv. : 1.
 Indië (Nederlandsch Oost-) (bund. 65, Mei 1895), bijv. : 8.
 Indië (Portugeesch) (bund. 14, October 1895), bijv. : 2.

Indo-China (bund. 37, Februari 1899).
Italië (bund. 7, Maart 1899), bijv. : 3.
Ivoorkust (bund. 79, November 1897).
Jamaica (bund. 92, October 1899).
Japan (bund. 28, Januari 1900), bijv. : 1.
Jersey en Guernessey (bund. 91, Februari 1894).
Kaaap de Goede-Hoop (*Zie Zuid-Afrikaansch Tolverbond*).
Kaaap (Groene) (bund. 15, November 1895), bijv. : 2.
Kiantshou (Duitsch grondgebied van) (bund. 155, September 1899).
Korea (bund. 82, November 1899).
Lagos (bund. 122, Juni 1900).
Loanda, Benguela en Mossamedes (bund. 10, December 1895), bijv. : 6.
Maagden-eilanden (bund. 115, September 1898).
Macao (bund. 17, November 1891).
Madagascar (bund. 107, December 1895), bijv. : 10.
Malta (bund. 53, Februari 1895), bijv. : 3.
Marocco (bund. 132, Augustus 1895), bijv. : 1.
Marshall-eilanden (bund. 119, April 1895).
Martinique (bund. 38, December 1892), bijv. : 7.
Mauritius (Eiland) (bund. 71, April 1896), bijv. : 6.
Mayotte (bund. 47, Januari 1895), bijv. : 2.
Mexico (bund. 27, Augustus 1897), bijv. : 4.
Montenegro (bund. 80, Augustus 1898).
Montserrat (bund. 143, December 1896), bijv. : 2.
Mozambique (bund. 19, November 1895), bijv. : 2.
Natal. — *Zie Zuid-Afrikaansch Tolverbond*.
Nederland (bund. 26, Mei 1897), bijv. : 3.
Newfoundland (bund. 125, November 1898), bijv. : 1.
Nicaragua (bund. 129, November 1900).
Niger-Territoriums (bund. 154, September 1895), bijv. : 1.
Noord-Borneo (Britsch) (bund. 154, December 1900).
Noorwegen (bund. 94, December 1900).
Norfolk-eilanden (bund. 146, Mei 1897).
Obock (bund. 106, November 1894).
Oecanie (Fransche Gestichten in) (bund. 84, October 1895), bijv. : 4.
Oostenrijk-Hongarije (bund. 34, April 1895), bijv. : 17.
Oranje-Vrijstaat (*Zie Zuid-Afrikaansch Tolverbond*).
Paraguay (bund. 123, November 1900).
Peru (bund. 156, November 1895), bijv. : 7.
Perzië (bund. 158, November 1900).
Philippijnsche eilanden (bund. 45, Februari 1899), bijv. : 1.
Porto-Rico (bund. 41, Maart 1899), bijv. : 2.
Portugal (bund. 9, September 1892), bijv. : 15.
Queensland (bund. 49, Januari 1895), bijv. : 5.
Rumenië (bund. 52, Maart 1897), bijv. : 5.
Rusland (bund. 25, October 1896), bijv. : 15.
Saba (bund. 62, Mei 1895), bijv. : 5.

Saint-Christophe-Nevis (bund. 144, December 1896), bijv. : 2.
 Saint-Pierre et Miquelon-eilanden (bund. 45, Januari 1893), bijv. : 4.
 Salvador (Republiek) (bund. 55, Februari 1893), bijv. : 10.
 Samoa (bund. 147, November 1897).
 Senegal (bund. 77, Juli 1893), bijv. : 2.
 Servië (bund. 35, April 1894), bijv. : 6.
 Siam (bund. 148, April 1897).
 Sierra-Leone (bund. 103, Maart 1900).
 Sint-Eustatius (bund. 65, Mei 1895), bijv. : 6.
 Sint-Kruis (bund. 120, Mei 1895).
 Sint-Martinus (bund. 63, Mei 1895), bijv. : 5.
 Sint-Thomas (bund. 110, Februari 1893), bijv. : 1.
 Sint-Thomas en Prinsen-eilanden (bund. 16, November 1893), bijv. : 4.
 Sint-Vincentius (bund. 100, Mei 1895), bijv. : 5.
 Sint-Helena (bund. 135), September 1895).
 Sinte-Lucia (bund. 96, Juni 1896), bijv. : 3.
 Spanje, bund. 24, Januari 1900), bijv. : 3.
 Straits-Settlements (bund. 112, Februari 1895).
 Tasmanië (bund. 73, December 1898).
 Territorium van Keizer Wilhelm en Bismarck-Archipel (bund. 117, April 1895).
 Timor (bund. 18, November 1881), bijv. : 2.
 Togo (bund. 116, April 1895), bijv. : 1.
 Trinidad en Tabago (bund. 102, Juni 1895), bijv. : 6.
 Tunis (bund. 89, Augustus 1898), bijv. : 5.
 Turkije (bund. 133, September 1894), bijv. : 1.
 Uruguay (bund. 64, October 1896), bijv. 1.
 Venezuela (bund. 30, September 1899), bijv. : 6.
 Vereenigde Staten van Amerika (bund. 21, September 1897), bijv. : 9.
 Vereeniging (Eiland der) (bund. 46, Januari 1893).
 Victoria (bund. 34, Februari 1896).
 Zanzibar (bund. 152, Januari 1899), bijv. : 1.
 Zeeland (Nieuw), bund. 29, November 1896), bijv. : 1.
 Zuid-Afrikaansche Republiek (bund. 72, April 1895), bijv. : 5.
 Zuid-Afrikaansch Tolverbond (bund. 42, Maart 1899), bijv. : 3.
 Zuid-Wallis (Nieuw) (bund. 50, Maart 1896), bijv.: 1.
 Zweden (bund. 93, Maart 1899), bijv. : 1.
 Zwitserland (bund. 1, Juni 1897), bijv. : 8.

Het kwam uwe Middenafdeeling belangrijk voor de aandacht te vestigen op het nuttig en omvangrijk werk der Internationale Vereeniging voor het afkondigen der toltarieven.

De conventioneele uitbreiding der bevoegdheid van de Vereeniging schijnt van aard den internationalen handel nog meerdere voordeelen te beloven.

* * *

Wij hebben gedacht eenigszins breedvoerig te moeten handelen over de

meest uitstekende zijden van 't vraagstuk der handelsverdragen en der toltarieven. Nu blijft ons nog de cijfers der Begrooting te onderzoeken, en de opmerkingen samen te vatten, die er het meest rechtstreeks in verband mede staan.

De Begrooting van 't Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor dit dienstjaar bedraagt fr. 3,283,988

De verleden jaar gestemde kredieten beliepen » 3,159,168

dus voor 1902 eene verhooging van fr. 124,820

Bijkredieten van 13,465 frank en van 8,500 frank zijn onder hoofdstuk I uitgetrokken voor 't personeel der bureelen en het materiëel.

Eene verhooging van 15,850 frank is bestemd tot vermeerdering der jaarwedde van onzen gezant in China. Bij den aanvang van dit verslag, herinnerden wij de uitbreiding van onze betrekkingen met het Verre-Oosten. Die overwegingen rechtvaardigen het voorgestelde krediet, alsmede een tweede krediet van 9,000 frank, gevraagd om eenen post van legatieraad te Peking in te stellen. Eene bijlage van 5,000 frank zal dienen om aan de oudste legatieraden en secretarissen de gewone verhooging van hunne jaarwedde te betalen.

Met dit hoofdstuk staat insgelijks onderstaande vraag in verband :

5^e VRAAG.

Welke maatregelen nam de Regeering in den loop van het laatste dienstjaar om aan onze diplomatische of consulaire agenten in het Oosten vaste en behoorlijke verblijfplaatsen te geven ?

ANTWOORD.

De Regeering heeft die zaak niet uit het oog verloren en gaat voort op den weg, door haar met instemming der Kamers betreden. Te Constantinopel werd een hotel aangekocht en ingericht. Te Peking is men aan 't bouwen van eene woning voor de leden der Belgische zending, in vervanging van die welke tijdens de onlusten werd vernield. Het Departement van Buitenlandsche Zaken tracht al de inlichtingen in te winnen, die het in staat zullen stellen in zekere andere verblijfplaatsen in het Oosten onder de voordeeligste voorwaarden eene woning aan te koopen voor den diplomatischen of consulairen vertegenwoordiger van België.

Eenmaal die studiën afgeloopen, zal de Regeering de noodige voorstellen aan de Wetgeving doen.

Het vraagstuk der vergoedingen, door China te betalen, werd in de Middenafdeeling opgeworpen en gaf tusschen de Regeering en de afdeeling

aanleiding tot de belangwekkende gedachtenwisseling, die wij hieronder weergeven.

6^e VRAAG.

Wat is het « quantum » der eischen, door Belgen aan de Chineesche Regeering gesteld, wegens de hun verschuldigde vergoeding van schade, door hen geleden ten gevolge der gebeurtenissen in China in 1900-1901?

Wat is het algeheele bedrag van die eischen, en welk cijfer werd aan vergoeding toegekend?

Hoe en aan wie werden die vergoedingen betaald?

De Fransche Wetgeving machtigde ten einde de kosten der Fransche expeditie naar China te regelen, eenigen tijd geleden den Minister van Financiën om op het grootboek der Openbare Schuld de rentesom 5 t. h. in te schrijven, die noodig is tot het voortbrengen van een werkelijk kapitaal van 265 miljoen frank. Op het bedrag van die leening moet eene som worden genomen, gelijkstaande met het beloop der vergoedingen die — als voorschot en door bemiddeling van eene commissie — toegekend zullen worden aan de slachtoffers van gezegde gebeurtenissen in China.

Uit de debatten, in November laatstleden ter Fransche Kamer gevoerd, schijnt te blijken dat in de hierboven aangehaalde som zijn begrepen 25 miljoen frank, die de helft uitmaken van de vergoeding, geëischt door de Maatschappij van den spoorweg Han-Kéou, te Peking.

Is het wel waar dat deze maatschappij, waarin Belgen en Belgische kapitalen betrokken zijn, die som van 25,000,000 frank heeft getrokken als voorschot op de door China verschuldigde vergoeding?

Moet die maatschappij, met tusschenkomst der Belgische Regeering, nog andere sommen als vergoeding trekken?

ANTWOORD.

De vragen om vergoeding van schade, tijdens de onlusten in China geleden, beloopten voor België nagenoeg drie en dertig miljoen frank. Vooralsnu kan het juiste cijfer onmogelijk worden bepaald. Zekere eischen werden afgewezen, andere verlaagd en nog vele aanzienlijke vragen worden onderzocht. Dit onderzoek kon nog niet afloopen, ten gevolge der trage gemeenschap met China.

Ter uitvoering van het slotprotocol van 7 September 1901, overhandigde de Chineesche Regeering aan de vertegenwoordigers der ondertekenende Mogendheden eenen gezamenlijken bon ten bedrage van 450 miljoen taëls. De onderhandelingen over het verdeelen van dien bon onder de Mogendheden, naar gelang der eischen van iedere harer, worden te Peking voortgezet. Van nu af schijnt het stellig dat de gezamenlijke gestelde eischen meer zullen bedragen dan de door China betaalde som, en is het te voorzien dat er evenredige vermindering zal moeten geschieden.

De Chineesche Regeering zal hare schuld betalen door middel van stortingen, bevattende de interesten en de aflossingspremie, trapsgewijze verdeeld over 59 jaar. Die stortingen moeten gedaan worden in handen van eene internationale commissie, gevestigd te Shanghai. De eerste storting geschiedde den 31^{en} Januari laatstleden.

De Maatschappij tot bestudeering der spoorwegen in China, — eene Belgische, wier zetel Brussel is, — heeft, zooals men weet, den spoorweg Hankow-Peking ondernomen. Vermits Fransche kapitalen bijdragen tot het vormen der Maatschappij en in den raad van Beheer zijn vertegenwoordigd, werd de vraag om vergoeding gelijktijdig de Belgische en de Fransche Regeering toegestuurd.

Ten gevolge van eene verstandhouding tusschen beide regeeringen, werd de eisch der Maatschappij toegestaan voor een cijfer dat, benevens de interesten, vijftig millioen overtreffen zal.

De eisch der Bestudeeringsmaatschappij werd door gemeen overleg voor de helft gebracht op de rekening der Belgische, voor de andere helft op de rekening der Fransche vergoeding.

Tot hiertoe vernam de Regeering niet dat het gedeelte der vergoeding voor Fransche rekening aan de Maatschappij werd betaald.

Onder hoofdstuk IV werd eene verhooging van 70,000 frank uitgetrokken, om het consulaire personeel de vermeerdering van jaarwedde en de bevordering toe te kennen, door de reglementen veroorloofd.

Een nieuw krediet van 10,000 frank wordt onder hoofdstuk IV gevraagd voor reiskosten.

Ten slotte wordt eene verlaging van 998 frank onder hoofdstuk V uitgelegd door de inleidingsnota der begrooting.

De begrooting werd door al de afdeelingen aangenomen.

In de gezamenlijke afdeelingen werd het ontwerp goedgekeurd met 62 stemmen tegen 11 en 15 onthoudingen.

In de Middenafdeeling werden de onderscheidene artikelen en de begrooting in haar geheel aangenomen met eenparigheid min ééne stem.

De Middenafdeeling heeft de eer de Kamer voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

Bⁿ L. BÉTHUNE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

